RAPPORT ANNUEL **2019**

FONDATION
BRAILLARD
ARCHITECTES

FONDATION
BRAILLARD
ARCHITECTES

RAPPORT ANNUEL 2019

Ce document présente l'activité de la Fondation Braillard Architectes en termes de stratégie, catégories d'actions, contenus et calendrier pour l'année 2019.
Cette année vit la stratégie scientifique et culturelle pluriannuelle validée par le Conseil de Fondation en 2018 se décliner en une série d'événements avec l'appui d'un partenariat étendu public-privé et une large participation publique.
La Fondation confirma ainsi sa place genevoise au croisement de plusieurs milieux, notamment :

- les professionnels de l'architecture, de l'urbanisme et de l'aménagement,
- les enseignants, chercheurs et étudiants,
- les administrations fédérale, cantonale et locale,
- les organisations internationales,
- le grand public.

Le rapport est divisé en trois parties :

1. La stratégie
2. Les actions
3. Bilan et perspectives

Table des matières

Stratégie 7
Contexte, Objectifs, Volets scientifique et culturel 8
Comité d'experts 9

Actions 12
La série de conférences 14
Consultation du Grand Genève : dialogue intermédiaire 21
Energy Landscape 22
Grand Genève et son sol 24
Mille et une machine 26
La grande traversée 28
Contrées Ressources 30
Métaboliser les invisibles 32
Du sol et du travail 34
Consultation du Grand Genève : Explore Genève 40
Consultation du Grand Genève : Triennale di Milano 41
L'exposition aux Berges de Vessy 42
La Journée d'étude Bernardo Secchi 47

Publications 58

Bilan et Perspectives 60

La Fondation 62

Partenaires 63

Stratégie

The Eco-Century Project®

En tant qu'institution suisse reconnue d'utilité publique et établie à Genève depuis 1987, la Fondation Braillard Architectes oriente son activité en faveur d'un cadre bâti de qualité. En ceci, elle poursuit les idéaux des architectes Braillard qui ont développé, tout le long du XXe siècle, leur quête pour une ville bien conçue, harmonieuse, source de bien-être. Ayant comme mission première la protection et la mise en valeur de leurs archives et de leur œuvre, la Fondation reconnaît les défis actuels que l'urbanisation accélérée de notre planète pose à l'équilibre écologique et, par conséquent, au futur de l'humanité. Or, des villes bien dessinées, gérées et vécues s'avèrent un moyen *sine qua non* pour atteindre les objectifs du développement durable, tout en offrant une vie digne qui dépasse aujourd'hui les 7,7 milliards de terriens.

Apprendre à construire, entretenir et habiter autrement nos bâtiments, villes et territoires est ainsi un enjeu prioritaire pour notre futur sur Terre. Une nouvelle culture architecturale, urbaine et paysagère naît pour fonder le projet d'une autre présence humaine dans la biosphère : économe en ressources et respectueuse de la biodiversité, d'une part ; tenant compte tant de la diversité culturelle et de la profondeur historique des individus, que des complexités techniques et économiques contemporaines, d'autre part.

Saisissant cette dynamique prégnante de nouvelles synergies, la Fondation Braillard Architectes, avec son consortium de partenaires (Canton et République de Genève, Fédération des Architectes Suisses, Fédération Suisse des Urbanistes, Patrimoine Suisse, Rentes Genevoises), poursuivit en 2019, sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, le programme pluriannuel de recherche et culture *The Eco-Century Project®: Architecture, ville et paysage au prisme des ressources planétaires*. Le Programme interroge le futur des rapports entre les disciplines de l'aménagement de l'espace et les ressources planétaires : air, eau, énergie, sol, nourriture.

À travers différents projets, les actions de la Fondation Braillard Architectes privilégient les objectifs du développement durable des Nations Unies ci-contre.
© www.un.org

Contexte

La COP21 de décembre 2015 à Paris s'est conclue par un accord historique sur les mesures à prendre face au réchauffement climatique. Elle a précisément désigné le *défi urbain* comme l'un des grands chantiers du XXIe siècle. Les sciences de la vie, les sciences expérimentales et exactes, les sciences humaines et sociales répondent collectivement à ce défi par l'élaboration d'un nouveau projet gnoséologique et d'action.
Les disciplines liées à l'aménagement de l'espace – architecture, urbanisme, construction et paysagisme – ne sauraient rester en marge de cette évolution souvent qualifiée de « changement de paradigme » : données, concepts et méthodes de travail évoluent rapidement pour répondre à des besoins urgents.
Une problématique centrale s'esquisse dorénavant dans les laboratoires, les ateliers et les lieux de formation. Elle s'attache à la gestion des ressources qui se raréfient au même rythme que l'empreinte écologique humaine augmente. Il ne faut pas se méprendre : eau douce, terre, énergie, matières premières ne sont pas que des données quantitatives à « économiser » lors de la construction de notre cadre de vie. Ce sont aussi des systèmes de valeurs complexes, des indicateurs de la vie et du bien-être. Autrement dit, la civilisation urbaine est appelée à inventer de nouvelles relations entre ses modes de vie et ressources planétaires.

Objectifs

Le programme interdisciplinaire de recherche *The Eco-Century Project*® invite la recherche (fondamentale et appliquée) à reposer des questions, inventer des méthodes d'investigation et formuler de possibles réponses aux questions complexes que pose la gestion des ressources autant à la production de l'espace habité qu'aux pratiques de celui-ci.
Penser l'architecture, la ville et les paysages au prisme de l'énergie revient à interroger tous les environnements – passés, présents et futurs – avec des hypothèses inédites, des vocabulaires transformés, des dispositifs novateurs et peut-être encore balbutiants. Mais ces « débuts maladroits » de la création ont toujours accompagné le changement et l'innovation, et nombreux sont ceux qui considèrent ce prisme comme représentatif du futur de nos intentions et de nos créations.
Le Programme repose sur trois questions principales :

- Comment concilier les espoirs d'une nouvelle vie proche de la nature avec notre projet humaniste ? Comment transformer les principes, manifestes et programmes qui ont inspiré la modernité du XXe siècle, en moteurs de la transition écologique ? Quelles sont les caractéristiques des nouvelles **Utopies durables** ?
- Comment orienter et adapter l'intelligence de l'architecture et de l'urbanisme pour mieux répondre aux catastrophes de plus en plus aigües et fréquentes de notre temps ? Comment les disciplines de la transformation de l'espace peuvent-elles se renouveler grâce à un projet défini par les **urgences humanitaires** du XXIe siècle ?
- Si le XXe siècle a démarré par une réponse minimale aux besoins sociaux pour une vie dans la dignité sous le vocable « Existenzminimum », quelle sera la réponse du XXIe siècle à nos besoins de relations harmonieuses, mesurées et optimales avec l'environnement ? Quelles seront les qualités architecturales, urbaines et paysagères de notre ***Existenzoptimum*** ?

Volet scientifique

Depuis son établissement en tant qu'institution philanthropique, la Fondation a soutenu sans interruption la recherche en architecture et urbanisme. Souvent octroyé en bourses doctorales, ce soutien prend depuis 2016 la forme d'appels à projets de recherche invitant des équipes interdisciplinaires et internationales à focaliser sur des thématiques transversales entre architecture, urbanisme, aménagement, paysage, art et écologie.
Afin de subvenir convenablement à l'activité de recherche, la FBA a poursuivi en 2019 son soutien à la recherche, dans une étroite collaboration avec des équipes en provenance des Universités du Luxembourg, de Grenoble et de Toulouse. Ces partenariats sont également voués au développement d'activités conjointes afin de rendre pleinement le relief socio-économique nécessaire et correspondant aux enjeux du *Eco-Century Project*®.

Volet culturel

Le soutien de la recherche par la FBA s'aligne à des processus d'évaluation scientifique aussi bien en Suisse (FNRS) qu'à l'étranger (AERES en France, CNR en Italie, NRF au Royaume-Uni, DFG en Allemagne, etc.).
Néanmoins, la démarche de la FBA se distingue par la mise en avant d'un agenda marqué par sa dimension environnementale. Elle désigne sans ambigüité les contours d'une action positive orientant le volet culturel (conférences, séminaires, colloques, expositions et visites) à un public spécialisé, avisé ou général. La présence publique de la Fondation Braillard Architectes vise à renforcer le dialogue entre experts et société civile sur ces enjeux critiques du XXIe siècle.

NOTA BENE: *The Eco-Century Project*® est une marque de la Fondation Braillard Architectes déposée à l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle le 03.02.2016 sous le numéro 684128.

LE COMITÉ D'EXPERTS

The Eco-Century Project®, aussi bien dans son volet scientifique que dans son volet culturel, est doté d'un Comité d'experts de six membres :

Sabine BARLES

Ingénieure / urbaniste, professeure – Université Paris 1, UMR Géo-Cités.

Ingénieure urbaniste, Sabine Barles est professeure à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne depuis 2011 où elle est responsable du Master Aménagement. Membre de l'unité mixte de recherche Géographie-Cités (UMR-Géo-Cités), elle a aussi été maître de conférence et professeure à l'Institut Français d'Urbanisme (Université Paris 8 et Marne-la-Vallée). Ses travaux de recherche portent sur l'histoire des techniques et de l'environnement urbain (XVIIIe-XXe siècles), le métabolisme urbain, l'écologie territoriale et les trajectoires socio-écologiques.

Rémi BAUDOUÏ

Politologue, professeur – Département de science politique et relations internationales, Université de Genève.

Rémi Baudouï est docteur de l'Institut d'Urbanisme de Paris ainsi que de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Il a été professeur à l'Université Pierre Mendes France de Grenoble avant d'être professeur à l'Université de Genève où il a été chargé de mettre en place le pôle en science de l'Environnement devenu l'Institut des Sciences de l'Environnement. Ses domaines de recherches sont les politiques publiques de l'urbanisme, des risques et de la gestion environnementale.

Dominique BOURG

Philosophe, professeur – Institut de géographie et durabilité, Faculté des géosciences et de l'environnement, Université de Lausanne.

Docteur de l'université Strasbourg II et de l'EHESS, il a enseigné à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université de technologies de Troyes. Depuis 2006, il est professeur à l'université de Lausanne à la faculté des géosciences et de l'environnement, où il a aussi été directeur de l'Institut de politiques territoriales et d'environnement humain, entre 2006 et 2009. Ses domaines de recherches portent sur l'éthique du développement durable.

Pascal ROLLET

Architecte, professeur, École nationale supérieure d'architecture de Grenoble.

Diplômé de l'École nationale supérieure d'Architecture de Grenoble et de l'Université de Berkeley, Pascal Rollet a fondé le bureau Lipsky+Rollet Architectes et est professeur de conception architecturale et urbaine à l'ENSAG. Les Grands Ateliers de l'Isle d'Abeau, le Musée des Cristalleries de Saint-Louis ou La Bibliothèque Universitaire des Sciences d'Orléans comptent parmi ses réalisations.

Robert SADLEIR

Économiste – Westminster University, membre du Institute of Engineering and Technology et de la Royal Geographical Society.

Robert Sadleir a un Bachelor of Economics, University of Sydney ; un DES Graduate Institute Geneva et un Masters Theological Studies Harvard. Il a participé à la création des standards internationaux ISO 37120 pour l'évaluation des communautés durables de la qualité de vie et pour les villes résilientes en tant que membre du British Standards Institute. Avec son agence Bureau Haus Ltd, il applique des outils économiques comme la modélisation et l'évaluation d'impact sur des projets de villes écologiquement soutenables pour le Building Research Establishment, la British Standards Institution et l'agence Ove Arup. Robert Sadleir fut auparavant chef de Sustainable Infrastructure chez Lloyd's Register.

Günther VOGT

Paysagiste, professeur, Institut für Landschaftsarchitektur, ETHZ.

Diplômé en architecture du paysage à l'Interkantonales Technikum de Rapperswill en Suisse, il fonde le bureau Vogt Landscape Architects en 2000. Depuis 2005, il est professeur à l'Institut des Technologies de Zurich (ETHZ) où il a aussi été directeur du Network City and Landscape entre 2007 et 2011. En 2010, il ouvre le VOGT Case Studio. Il a été distingué pour sa conception des espaces extérieurs du Musée Tate modern, le village des athlètes pour Londres 2012 et les espaces ouverts autour du stade Allianz Arena de Munich.

Actions

En 2019, *The Eco-Century Project®* fut décliné en plusieurs actions :

La série de conférences annuelle
L'exposition aux Berges de Vessy
Le dialogue intermédiaire de la Consultation Grand Genève
La Journée d'étude Bernardo Secchi

Les événements sont documentés par le photographe genevois Jean-Jacques KISSLING et enregistrés en vidéo grâce à l'acquisition du système KLEWEL permettant le suivi parallèle de l'orateur/-trice et de ses diapositives. Déposés sur un serveur externe, les événements sont accessibles par des liens affichés à la fin du résumé de chaque conférence.

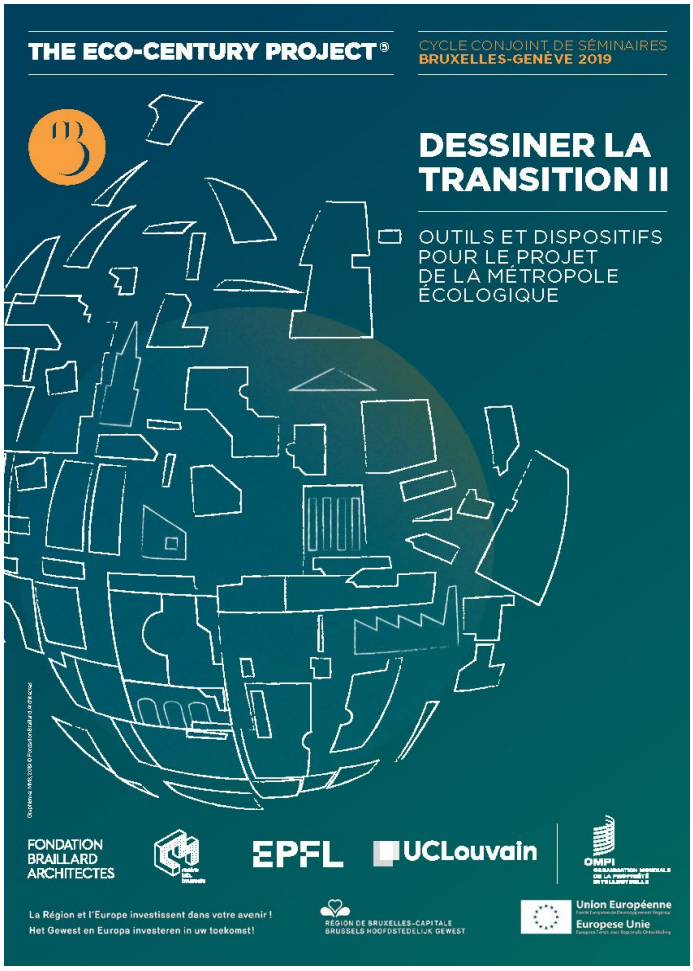
Dialogue intermédiaire, Collonges-sous-Salève, 3 juillet 2019.

TIMELINE	2019
Dessiner la transition | La triste esthétique Avec B. Declève, V. Kaufmann P. Mantziaras et F. Merlini	28 février
L'exposition aux Berges de Vessy Urgence Humanitaire: se déplacer et vivre	20 mars
Dessiner la transition | Les tiers-lieux de l'économie sociale Avec M. Declève, C. Salembier, M. Solenthaler et L. Pattaroni	28 mars
Dessiner la transition | Occupations transitoires Avec A. Ternon, E. Linder, T. Dinh et C. Salembier	25 avril
Dessiner la transition | L'économie circulaire Avec B. harrière, A. Bortolotti, G. Grulois et S. Thomas	23 mai
Triennale de Milan Présentation de la Consultation sur le Grand Genève	25 mai
Dessiner la transition | Nouvelles agricultures métropolitaines Avec R. de Lestrange, J. Bergers, M. Brault et E. Ansaldi	20 juin
Consultation du Grand Genève Dialogue intermédiaire & Table ronde Explore	3 juillet
Explore Table ronde sur la Consultation du Grand Genève	3 juillet
La Journée d'étude Bernardo Secchi Existenzminimum, les 90 ans du 2e CIAM	24 septembre

de janvier à juin 2019

La série de conférences
Dessiner la transition II
Outils et dispositifs pour le projet de la métropole écologique

A l'initiative de la Fondation Braillard Architectes, la collaboration internationale lancée l'année précédente, notamment avec le laboratoire de recherche MetroLab Brussels, associant l'Université Catholique de Louvain et l'Université Libre de Bruxelles, s'est poursuivie pour une deuxième session avec le laboratoire de sociologie urbaine LaSUR de l'EPFL.



Lieu : Organisation Internationale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
Public : public avisé
Orateurs : 17
Financement : FBA, Métrolab Brussels, EPFL
Médias : Vidéos, brochure, siteweb

La **Fondation Braillard Architectes** (Genève), **Metrolab Brussels** (UCLouvain/ULBruxelles) et le **LaSUR – Laboratoire de Sociologie Urbaine de l' EPFL** organisèrent entre janvier et juin 2019 le deuxième cycle de séminaires ayant comme objectif d'explorer le nouveau rôle des disciplines de la transformation de l'espace face au défi de la transition écologique, qu'il s'agisse de sa production (ingénierie, architecture, urbanisme, paysage), ou en amont de sa conception (droit, science politique, sociologie).

Suite à une très dense et substantielle saison 2018, la deuxième édition de «Dessiner la Transition» poursuivit ainsi ses investigations sur de nouvelles méthodes de projet critique pour l'urbanisation de notre Terre dans une logique de maintien, de production et de renouvellement du bien commun, par une exploration du nouveau rôle des acteurs et des usagers dans le domaine de l'environnement, la gestion coordonnée, rationnelle et efficiente des ressources immatérielles et matérielles, grâce à des politiques intégrées d'aménagement et l'exploration avancée des problématiques de la mobilité, de la santé, de la nourriture, du logement et du travail.

Au même titre que le premier cycle, le deuxième entendit d'une part favoriser la création d'un réseau de connaissances, de bonnes pratiques et de compétences, basé sur la mise en débat et l'évaluation de projets concrets et d'autre part créer un lien étroit entre la formation, la recherche, la société civile et le monde de l'entreprise sur les questions de transition écologique. Le séminaire s'adressa aux opérationnels de l'aménagement des villes (architectes, paysagistes, écologues, maîtres d'œuvre, aménageurs, urbanistes, administratifs, développeurs, promoteurs) ainsi qu'à un public averti en matière de transition écologique. Les séminaires eurent lieu simultanément à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (Genève) et à l'UCLouvain (Bruxelles), durant lesquels les conférenciers et le public communiquèrent en temps réel depuis leur lieu de rassemblement par streaming vidéo.

Fabio Merlin posa une série de questions de grande actualité : Que reste-t-il de la grande ère du design du siècle dernier, où l'innovation, l'esthétique et le projet se sont virtuellement alliés pour donner corps au rêve d'une émancipation soucieuse d'améliorer les conditions de vie des individus et de la société dans son ensemble ? Pourquoi aujourd'hui, tout comme on parle d'une *dismal science*, faisant référence à la science économique, nous est-il aussi possible de parler d'une esthétique triste ? Nous sommes témoins de processus qui ont fait exploser cette alliance vertueuse-là pour plier la forme des choses qui meublent notre monde au simple calcul économique, et où l'innovation semble encore limitée à la seule sphère technologique. Que cache-t-il, d'une part, et que vise-t-il, par exemple, le design raffiné de nos outils de communication actuels ou les étonnantes architectures, si glamour, de nos villes ?

28 février

INTRODUCTION AU CYCLE

Introduction

Bernard Declève
Architecte-ingénieur, professeur UCLouvain, MetroLab.Brussels

Vincent Kaufmann
Professeur de sociologie urbaine et d'analyse des mobilités, directeur du laboratoire de sociologie urbaine LaSUR, EPFL

Panos Mantziaras
Directeur de la Fondation Braillard Architectes, Genève

Keynote speech

LA TRISTE ESTHÉTIQUE

Fabio Merlini
Philosophe, professeur, directeur de l'IUFFP-Lugano, président de la Fondation Eranos

https://bit.ly/3nvykmP

28 mars

LES TIERS-LIEUX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Cas d'étude Bruxelles

SINGULARITÉS DES TIERS-LIEUX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE À BRUXELLES. RECYCLART, ZINNEKE, LA VALLÉE

Marine Declève
Historienne de l'art et urbaniste, Metrolab Brussels, PhD student EPFL

Chloé Salembier
Docteure en anthropologie, chargée de cours, chercheuse UCLouvain

Cas d'étude Genève

L'EXPÉRIENCE DE "RESSOURCES URBAINES"

Matthias Solenthaler
Politologue et urbaniste, co-fondateur et administrateur de Ressources Urbaines

Répondant

Luca Pattaroni
Docteur en sociologie, maître d'enseignement et de recherche, LaSUR-EPFL

https://bit.ly/30zWCC4

La thématique se développa à partir du constat qu'à Bruxelles, comme à Genève et ailleurs, on voit se multiplier une nouvelle génération d'espaces partagés (co-workings, fablabs, ateliers collaboratifs, etc.). Repris sous l'appellation « tiers-lieux », ces espaces sont des espaces collectifs intermédiaires, ni tout à fait publics, ni tout à fait privés, qui favorisent l'individuation et caractérisent des temporalités et des sociabilités spécifiques. En tant que ressource spatiale et de biodiversité, le tiers-lieux réunit un certain nombre de conditions d'informalité, d'ouverture, de flexibilité, de viabilité, de convivialité et d'accessibilité qui en font à la fois une pièce (*patch*) identifiable dans l'écosystème urbain et un hub pouvant contribuer à la structuration de réseaux et à la production de nouvelles proximités à différentes échelles socio-spatiales. En tant que ressource socio-politique, le tiers-lieux apparaît comme une figure capable d'associer trois dimensions contrastées de la ville productive : celle de la nouvelle économie, centrée sur la valorisation des nouvelles technologies, la création et la production de biens et services immatériels ; celle de l'artisanat, centrée sur la création et la manufacture de biens matériels ; et celle de l'économie sociale, entendue comme une économie dont le système de valeurs se fonde sur la qualité et le renforcement du lien social. L'expression tiers-lieux renvoie en effet à l'idée de tiers-secteur et à une économie politique structurée autour des notions de bien commun, d'open source, de solidarité, de coopération et de mutualisation. Dans sa capacité à fédérer un public autour d'une programmation socio-culturelle, il est aussi une figure génératrice de nouvelles formes de relation entre habitat et travail au sein de la *walkable city*. Les trois invités examinèrent ainsi quelques figures de tiers-lieux observables à Bruxelles et Genève et abordèrent une série de questions : En quoi les tiers-lieux font-ils écosystème ? Comment s'intègrent-ils dans les (éco) systèmes existants ? Dans quelle mesure les projets d'économie sociale contribuent-ils à la transition du système économique vers sa version éco-systèmique ? Quelles sont les méthodes nécessaires pour mobiliser et pour représenter cette transition ?

Les sites urbains en mutation font dans plusieurs villes l'objet d'un nouveau corpus de pratiques réunies sous le vocable d'« urbanisme transitoire ». Ceci englobe toutes les initiatives qui visent, sur des terrains ou bâtiments non occupés, à réactiver la vie locale de façon provisoire lorsque l'usage du site n'est pas encore décidé ou le temps qu'un projet se réalise. L'urbanisme transitoire investit aussi bien des immeubles vides, des sites bâtis à l'échelle d'un projet urbain ou des terrains vagues, dans des stratégies multi sites ou bien au coup par coup. L'ouverture des possibles sur ces sites suscite l'innovation, la créativité et la mixité des usages, et cause la fermentation d'une ville ouverte, co-construite et répondant aux besoins de ses habitants, travailleurs, étudiants, etc. L'urbanisme transitoire réussit souvent, dans un temps court, à créer une valeur sociale que les projets urbains traditionnels ne réussissent à susciter que sur le long terme. Ces initiatives de terrain viennent donc questionner les modalités de la fabrique urbaine. L'urbanisme transitoire ne vise pas seulement l'occupation temporaire d'un espace, contrairement à l'urbanisme temporaire. La notion d'urbanisme transitoire veut assumer les deux dimensions du terme transition : d'une part, celle du passage de l'avant à l'après, en posant la question de la capacité des usages transitoires à accompagner et à influencer la mutation d'un site en projet de connexion qualitative entre les usages passés, actuels et naissants ; et, d'autre part, celle de la transition écologique, qui pose la question de la capacité de ces usages transitoires de porter le récit de la transition (énergétique, écologique, économique, sociale et politique). Dans le débat sur la densité, l'urbanisme transitoire constitue une des meilleures armes permettant à la société civile de lutter en faveur d'une densification qualitative de la ville, structurée et régulée par l'espace public. Il s'agira aussi de mettre le doigt sur le risque d'une « événementialisation » des politiques urbaines au détriment d'un travail systématique sur les injustices spatiales, laquelle pourrait alors reléguer le transitoire en temporaire, sans doute moins moteur d'une véritable transition.

25 avril

OCCUPATIONS TRANSITOIRES

Cas d'étude Bruxelles

RYTHMS IN-BETWEEN THE CITY. OCCUPATION OF TIME

Anna Ternon
Architecte urbaniste, PhD student Metrolab Brussels, UCLouvain

Brussels Ecosystems' team

Cas d'étude Genève

LE FESTIVAL ANTIGEL À GENÈVE

Éric Linder
Co-directeur, directeur artistique et programmateur musique du festival Antigel

Thuy-San Dinh
Co-directrice, coordinatrice générale du festival Antigel

Répondant

Chloé Salembier
Docteure en anthropologie, chargée de cours, chercheuse UCLouvain

https://bit.ly/3iz3nuc

23 mai

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Cas d'étude Bruxelles

HOT SPOTS DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Andrea Bortolotti
Architecte, PhD student Metrolab Brussels, ULB

Geoffrey Grulois
Architecte, professeur ULB, Metrolab Brussels

Cas d'étude Genève

L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE COMME AXE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Benoît Charrière
Directeur général adjoint Sofies International

Répondant

Stéphane Thomas
Diretcuer de programme économie circulaire chez Veolia Innove

https://bit.ly/2F4RL4f

L'économie circulaire est l'un des piliers des politiques urbaines européennes contemporaines. À Bruxelles, par exemple, le Plan Régional en Économie Circulaire ambitionne de remplacer le modèle économique linéaire actuel par un système économique circulaire à la fois compétitif sur les marchés pour nos entreprises et générateur d'emplois locaux. Les deux invités bruxellois développèrent ainsi les avancées et les obstacles rencontrés par la mise en application de cette politique publique, ainsi que les réarrangements des écosystèmes matériels, sociaux et politiques qu'elle implique. Pour sa part, l'invité genevois présenta l'écoParc de Confignon, tout en posant la question de l'échelle pertinente pour une démarche d'écologie industrielle et territoriale. Il questionna par ailleurs non seulement le métabolisme de ces circulations mais aussi leurs échelles pertinentes qui dessinent au final les territoires de la transition.

Le 27 janvier 2019, la revue médicale « The Lancet » publia un rapport sur la « syndémie mondiale d'obésité, de dénutrition et de changement climatique ». Il mit ainsi en évidence le système alimentaire globalisé, les politiques agricoles, et les modes de transport et urbanisation en tant que «les différents maillons d'une même chaîne, qui étrangle l'humanité - et la planète» (AFP 28 janvier 2019). En effet, si l'agriculture industrielle est au cœur de ce régime pernicieux, des pratiques alternatives constituent à l'inverse de véritables niches qui peuvent contribuer à le transformer. Parmi elles, l'agro-écologie, qui offre des perspectives bien au-delà de la production de nourriture. Science et pratique qui prend soin du milieu, l'agro-écologie est aussi un mouvement, un projet de société qui fonde de nombreuses initiatives aussi bien citoyennes que publiques dans les métropoles. Ainsi, sur fond d'imaginaire de la ville nourricière, l'agriculture retrouve la présence et la visibilité qu'elle a progressivement perdues au cours des 150 dernières années. Néanmoins, malgré leur dynamisme et les perspectives de soutenabilité qu'elles offrent, ces nouvelles agricultures sont confrontées à des paradoxes et blocages socio-techniques qui les fragilisent et ralentissent leur déploiement. Cette situation soulève de nombreuses questions, évoquées par les invités : Devrait-on considérer les cultures de terre en ville comme un service à la société ? Quelles logiques territoriales cela inviterait-il à repenser ? Quels critères pour arbitrer entre droit au logement et protection de la ressource rare qu'est le sol fertile ? Comment concilier dans l'espace des pratiques depuis si longtemps disjointes ? Comment composer avec un cadre normatif souvent flou ou inadapté ? Aborder par le design ce phénomène qui semble suivre à des logiques plutôt organiques est-il envisageable ? Ils conclurent ensemble sur le fait qu'en hybridant des choix radicaux et du bricolage avec les normes au quotidien, les « paysans urbains » inventent de nouvelles géographies qui prennent corps dans le paysage ; ce qui appelle à s'interroger autant sur les modalités de leur description que sur leur pertinence en tant que termes de projet.

20 juin

NOUVELLES AGRICULTURES MÉTROPOLITAINES

Cas d'étude Bruxelles

URBAN AGRICULTURE COOPERATIVES ON SHARED LANDSCAPES

Roselyne de Lestrange
Urbanisme et paysage, enseignement et recherche, UCLouvain, Metrolab Brussels

Jolein Bergers
Architecte, PhD candidate KU Leuven

Cas d'étude Genève

LA FERME DE BUDÉ

Marie Brault
Responsable de culture, la Ferme de Budé

Répondant

Emmanuel Ansaldi
Direction générale de l'agriculture, Genève

https://bit.ly/2SyPFg6

3 juillet 2019

Consultation Grand Genève
2ème séminaire de coordination
Dialogue avec les experts

Suite au séminaire de lancement de la Consultation sur le Grand Genève qui a eu lieu le 11 décembre 2018, la mise en place d'un protocole de travail par les équipes a été marqué par un suivi direct de la part de la Fondation de leurs travaux, moyennant une série de séances de travail entre les équipes et le directeur de la FBA, entre février et juin 2018. Ces séances ont eu lieu pour la plupart dans les locaux des équipes, de manière à ce que leur méthode, mise à disposition de moyens et de personnel soient explicite.
Les équipes ont ainsi remis en juin 2019 des rapports intermédiaires en vue du 2ème séminaire qui a eu lieu à Collonges-sous-Salève le 3 juillet, en présence des administrations suisse et française et de plus de 200 participants (équipes, observateurs, services d'urbanisme, etc.).
Ce séminaire a été couronné par une présentation publique sur le Pont de la Machine, en collaboration avec l'équipe Explore du Canton de Genève, suivi d'une fête publique.

www.consultationgrandgeneve.ch

Lieu: Collonges-sous-Salève
Public: experts
Orateurs: N/A
Financement: FBA et partenaires
Médias: projets en cours

ENERGY LANDSCAPE

ÉQUIPE **Oscar BUSON** – Raum404
Lorenz EUGSTER – Lorenz Eugster architecture du paysage et urbanisme
Sascha ROESLER – Università della Svizzera italiana
Guido RINDFÜSER – Emch+Berger
Thiébaut PARENT – Drees & Sommer
Giulia SCOTTO – Urban Studies – University of Basel.

GOALS During our fieldwork across the energy landscape of Geneva we came across mountains of «monsters». Treated in a plant along the Bois-de-Bay Road the monsters are the ultimate residue of the urban and industrial waste process. The monsters are the tangible proof that the notion of perfect recycle (as it is depicted in the recycling logo) does not exist. In reality, matter deteriorates constantly and inevitably. In order to put it back into the productive cycle, we need to add more matter and energy to it. Furthermore, the monsters, which can contain residues of heavy metals, are also highly polluting and cannot be reutilized. They can only be wrapped in thick plastic and buried underground. These monsters demonstrate that recycling is not enough, that a real ecologic transition should also bring a new conception of the finiteness of our resources. What we would like to highlight here, is the amount of energy flows that have crossed and transformed these objects. Energy (quantity and quality) has a huge impact on the destiny of matter. Each transformation requires an external supply of energy. This is true for our monster but also for the totality of the built environment. Our cities and regions have been profoundly modified by energy.

Through the Consultation of Greater Geneva, the Energy Landscape team is aiming at two main objectives:

- Provide a vision of Greater Geneva that could constitute a goal to follow in order to achieve the ecological transition,
- Raise awareness on the entropic reality of the world.

Indeed, condensed in a small territory, the case of the Greater Geneva represents some of the most pressing current environmental and social issues worldwide. Working on this area, give us the chance to investigate and address these global questions.

In order to achieve a real ecologic transition, a radical change should occur in our mindset. We need to transform what Cesare Maffioli defined the «culture of energy» (with its obsession for increasing production and consumption) into a «culture of entropy». This means that decreasing consumption of non-renewable energy sources must correspond to the desire to preserve the vital energy of the earth and its finite resources.

In this first phase of the project we have been analyzing the relationship between space and energy and the role that energy played and still plays in processes of territorial transformation. In order to investigate these entanglements, we collected and observed data relative to energy production, import and consumption in Switzerland, typically represented through a Sankey diagram. In setting up this diagram we noticed that half of the energy consumed is the product of fossil fuel combustion and that more than half of energy sources (mainly fossil fuels and nuclear matter) are imported from abroad. We also notice that 36.3% of the national energy consumption is related to transport, i.e. individual automobility and goods delivery (via both trucks and airplanes). Finally, we observe that a third of the whole energy consumption is related to the housing stock and another third to industry and services.

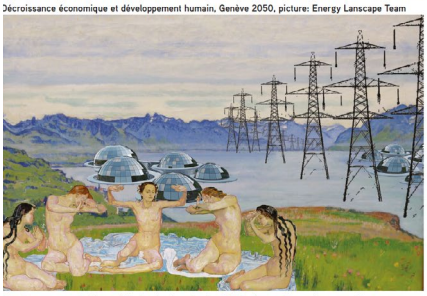
Fossil fuels are non-renewable sources of energy production, their combustion is highly polluting and it is the main responsible for the extensive production of CO_2. For this reason, we decided to work toward a 2050 no-oil scenario for the Greater Geneva.

Various studies developed at the University of Geneva and at the EPFL (e.g. under the supervision of Prof. Bernard Lachal) are already testing these alternatives from a technical perspective and confirm that it is possible, using local and sustainable resources, to cut the fossil fuel dependency for the heating and cooling of the existing and future housing stock. The major challenge to the no-oil scenario lies in the replacement of the consumption of «primary energy» largely needed for today's mobility.

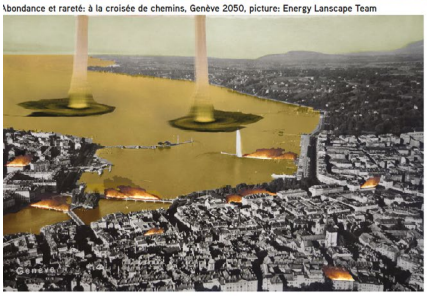
Starting from the hypothesis that energy plays a key role in the definition of urban and territorial structures and that, in return these structures influence our need and use of energy we and asked ourselves:

- How can we use design and planning as tools to overcome our current oil dependency?
- What will be the effect of this transition on the territory of the Greater Geneva?

Décroissance économique et développement humain, Genève 2050, picture: Energy Lanscape Team



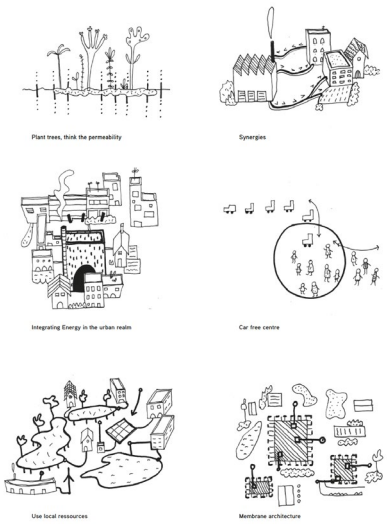
Abondance et rareté: à la croisée de chemins, Genève 2050, picture: Energy Lanscape Team



Prix du baril et hautes tensions, Genève 2050, picture: Energy Lanscape Team

In this first phase of work, the Energy Landscape Team has focused on two main activities, on the development of the theoretical framework of the Energy Landscape concept, and on the study of today's Energy Landscape of the Greater Geneva. The analyses of the existing energy commons and energy infrastructures provided an image of the potential of the territory that will be further developed in the next phase of the consultation. Documenting and illustrating the existing energy geographies is itself a very important part of our work aiming at rising awareness on local and renewable energy potential and to overcome oil dependency. Toward the end of the first phase, the team started developing a set of regional strategies able to answer to the challenges posed by the current situation. These strategies will be further developed in the second phase of the project when we will select some specific areas of potential transformation and define one or more specific proposal for their evolution in relationship to the goals of the energy transition.

NEXT STEPS



© Energy Landscape

GRAND GENÈVE ET SON SOL. PROPRIÉTÉ, ÉCOLOGIE, IDENTITÉ

ÉQUIPE

Milica TOPALOVIC – ETHZ DARCH
Florian HERTWECK – Université du Luxembourg
Rolf JENNI – Raumbureau.

Avec la collaboration de:
Karoline Kostka, Ferdinand Pappenheim, Charlotte Schaeben, Jan Westerheide – ETH Zurich
Prof. Dr. Markus Hesse, Dr. Nikolaos Katsikis, Ivonne Weichold, Minos Leners, Dragos-Lulian Ghioca – University of Luxembourg
Tom Weiss, J. Marinho, T. Kobelt – Raumbureau A+U
Dr. Tanja Herdt, Dr. Jennifer Duyne Barenstein, Philippe Brun, Peter Loosli, Prof. Christoph Küffer, Bas Princen,, Dr. Martin Schlaepfer – Experts & Artists
Eldin Babic, Natali Bezarashvili, Amanda Dalmutt Ortiz, Romain Dupertuis, Janosch Eggenberger, Sharan Goppenahalli, Christian Guaman, Bujar Hasani, Scott Lang, Khevna Modi, Srija Nadipineni, Eric Niu, Androniki Prokopidou, Koushik Radharkrishnan, Lisa Therese, David Tucker, Sara Werbinska, Aleksander Dominik Zaremba – Students ETH & Uni LU

CAN WE MAKE A PLAN FOR GRAND GENÈVE 2050?

The hypothesis: the built and the unbuilt, a system of sustainable relationships.
New values of Grand Genève 2050 and how to get there.

I CITÉ AGRICOLE

Urban agriculture landscapes for increased food self-sufficiency

The *Cité agricole* already exists and its potential should be realised to the full, could allow for increased food self-sufficiency for the Greater Geneva and enhance the social and cultural performance of agriculture land by incorporating recreation, education and new places to work and live, based on the principles of agro-ecology.

II CITÉ NATURELLE

Nature and resource preservation

The *Cité naturelle* can become a new paradigm for the Greater Geneva after the *cité des parcs*, with its symbols of the Jura and the Alps is crucial to the Geneva cultural heritage, is part of an eco-region extending along the Léman metropolis, preserving natural areas and wildlife, allowing for the use of natural resources such as wood and drinking water. This aspect gives the strongest design potential in the face of climate crisis and in the process of ecological transition, as it stands for the principles of diversity, inclusivity and emancipation.

III CITÉ DES PROXIMITÉS

Less mobility, more accessibility

The *Cité des proximités* reconnects the built with the unbuilt areas and brings together housing, working, leisure and commerce – activities that are unevenly spread across the area today. It rebalances day, night and week-ends. It brings more urbanity to the periphery - a new land use model based on smaller structures and functional diversity.

© Grand Genève et son sol

IV CITÉ PARTAGÉE

Harmonising the individual and the private with the common and the public

The *Cité partagée* is rooted in the experience at the communal scale. It promotes the getting together of differences and new synergies among them, enhancing the spirit of the community. It is an expression of desires and needs for sharing work and knowledge; in the *cité partagée* new forms of property emerge, as it builds upon the experience of cooperative housing models and of common property ownership forms.

V CITÉ CYCLIQUE

Adaptability and resilience of urban strategies and the plan

The *Cité cyclique* focuses on matter and energy flows and cycles at various scales, from the building to the large scale. It is based on a design culture which creates a dialogue between rationalisation and the specific context of the region.

VI CITÉ D'ÉQUITÉ TERRITORIALE

Visions for cross-border governance

MILLE ET UNE MACHINES

ÉQUIPE **Stefano BOERI** – Stefano Boeri Architetti
Michel DESVIGNE – Michel Desvigne Paysagiste
Pier Paolo TAMBURELLI – Baukuh
Klaas De RYCKE – Bollinger+Grohmann
Tommaso BITOSSI – Transsolar Klima-Engineering
Rawad CHOUBASSI – Systematica

Avec la collaboration de:
Eugenio Morello, Angelo Giuseppe Landi – DAStU Politecnico di Milano.
Thomas Auer – Transsolar
Richard Sennett, Centennial Professor of Sociology London School of Economics
Armin Linke, photographe et artiste
Guillaume Yersin – SAAS Sàrl
Martin Guinard-Terrin, art curator

MANIFESTE

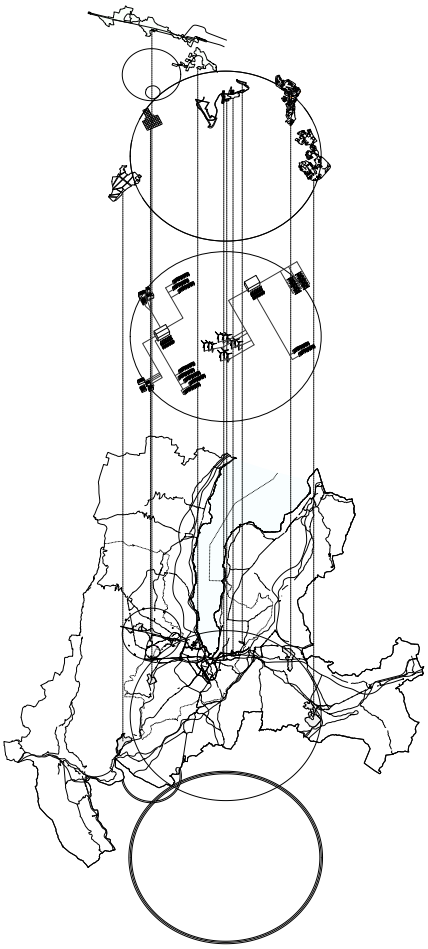
- The fundamental device of the ecological transition is the city.
- As tautological as it might sound, what will save the city is the city.

A PROJECT FOR GRAND GENÈVE

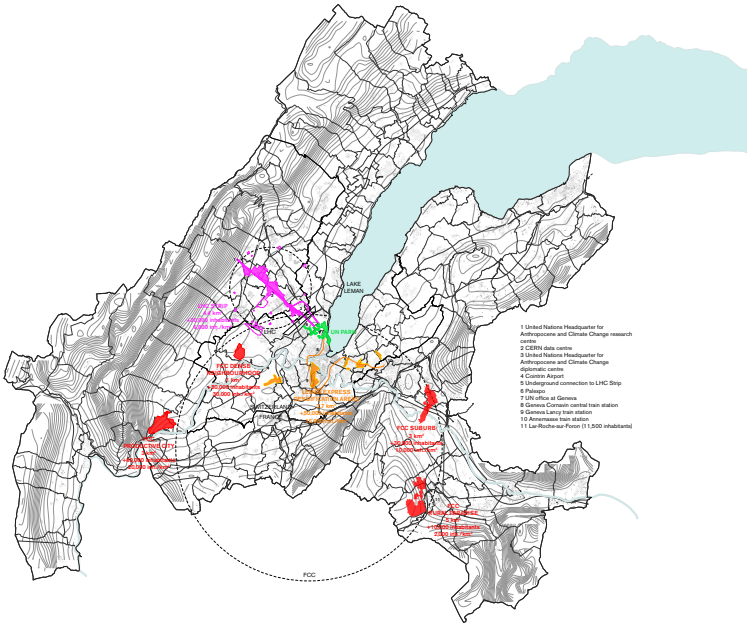
- We propose to treat the UN and the CERN as sources of metropolitan activities, combining them with new strategies for energy production, storage and management.
- We try to imagine a new metropolis in which the UN and the CERN do not «disappear» anymore, and on the contrary operate as clearly recognizable urban figures.
- If Geneva is supposed to increase its population by 200'000 inhabitants by 2050, and if the UN and the CERN have largely unexploited urban potential that can be finally used to produce the future city, and if a new 100 Km long scientific hyper-machine is to be built in the Geneva territory, then it is possible to bring these three facts together into a consistent, if radical, project for the Grand Genève.
- We propose that the planning of the new FCC should also integrate an energy distribution device and that the future urban growth should not be dispersed but concentrated along the main public transport and energy infrastructure. These interventions should be thought in combination with the future development of the main international institutions.
- Our proposal combines a series of actions. The first action is to densify the existing urban tissue in relation to the new CEVA (Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse) train connection.
- The second action is to define a new tram line connecting the Cornavin station with UNHACC Research Center Hub and develop a new 8 Km long Linear Park marking

the diameter of the existing LHC particle collider – thus exposing this underground scientific infrastructure into the landscape.

- The third action is to define a new linear urban park connecting the Airport, the Expo and the international institutions distributed around the UN Headquarters.
- The forth action is to coordinate the realization of the new FCC particle collider with a new network of production and distribution of energy and with new settlements strategically located.
- New infrastructures, such as the FCC, provide an opportunity to re-think and enhance the regional smart-grid: energy and information can be shared to increase efficiency and facilitate governance.
- This overall strategy will be developed in phases, starting with smaller and immediately implementable interventions, and then moving towards more complex integrated infrastructural projects, to finally include massive interventions such as the new FCC and the related energy production and distribution facilities.
- New settlements will be localized in new potential urban areas, identified following a logic of optimization, where mobility infrastructure overlaps with the new FCC energy ring and landscape features to determine the points where the new residential expansion will take place.
- The new settlements will accommodate all the 200'000 new inhabitants that Grand Genève will need to host in the next 20 years.
- The new settlements located around the FCC will be 91% on French soil (+100'000 inhabitants) and 9% on Swiss soil (+30'000 inhabitants). The new densification developed in relation to the Leman Express will be 100% on Swiss soil (+40'000 inhabitants). The new densification areas around the LHC Linear Park will be 100% on French soil (+30'000 inhabitants).
- «Such a careful consideration of traces and mutations (ndr of the territory) does not imply a fetishist attitude towards them. It is not a matter of surrounding them with a wall to give them an out-of-place dignity, but only to use them as elements, such as points of support, accents, stimuli for our planning. A «place» is not a datum, but the result of a condensation. (...) Understanding them (ndr the tracks) means giving oneself the opportunity of a more intelligent intervention.» André Corboz, *Il territorio come palinsesto*, in Casabella n. 516, September 1985.



Axonométrie © Mille et une machines



Vision du projet © Mille et une machines

LA GRANDE TRAVERSÉE: À LA RECHERCHE DES ÉCOLOGIES SINGULIÈRES

ÉQUIPE

Franck HULLIARD – Interland
Nicolas TIXIER – Bazar Urbain
Pascal AMPHOUX – Contrepoint
Miguel GEORGIEFF – Coloco
Benoît MOLINEAUX – Coopérative Équilibre
Michel LUSSAULT – École urbaine de Lyon
Adrián TORRES ASTABURUAGA – Ecole Urbaine de Lyon

Avec la collaboration de:
Alizée Moreux, Albin Lépine – INterland
Fabien David, Gilles Clément – Coloco
Valérie Disdier – École Urbaine de Lyon
Charles Ambrosino – Bazar Urbain
Ulrike Amos – Coopérative Équilibre

LES INTENTIONS INITIALES: À LA RECHERCHE DES ÉCOLOGIES SINGULIÈRES

1. REFORMULER POUR INVENTER: TRANSITION ET PLANIFICATION NE SONT PAS CE QUE L'ON CROIT

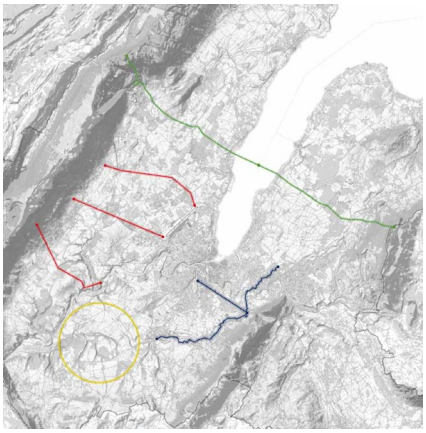
En croisant les enjeux de la «planification» avec ceux de la «transition écologique», l'occasion nous est donnée de reformuler la situation dans laquelle nos sociétés organisées évoluent aujourd'hui – situation qui ne peut être réduite ni à une simple transition, ni à un simple renouveau des modes classiques de la planification: il ne s'agit pas de passer d'un état que l'on jugerait destructeur, dépassé, vers un autre état qui serait plus raisonné, vertueux.

2. HYBRIDER POUR EXPLORER: POSTURES CROISÉES

Combiner pratique et recherche, stratégie et action, programme et projet… c'est ouvrir des dimensions exploratoires peu communes. À travers de telles hybridations, la planification se cherche de nouveaux cadres et méthodes pour faire émerger un projet à partir d'un contexte, prenant en compte la mouvance des conjonctures, l'obsolescence des socles politiques. La pensée devient systémique, non plus linéaire, et se confronte instantanément à la réalité sociale, environnementale et économique de l'urgence climatique. Ses fondements n'en demeurent pas moins ancrés à un territoire existant, un déjà-là qui oblige à la relecture d'une rencontre: celle d'une géographie des contraintes et des frontières, d'une histoire des sommets et des traités, d'une place financière hors norme et d'un cadre de gouvernance unique. À première vue, peu de prédispositions pour s'engager dans une forme de transition écologique, et pourtant, il existe depuis des décennies une culture de la circularité, de la concertation, de la coopération, qu'il s'agira de repérer et d'activer, en croisant la posture de recherche et la posture de projet.

3. RECHERCHER POUR CONCEVOIR: À LA RECHERCHE DES ÉCOLOGIES SINGULIÈRES DU GRAND GENÈVE

Notre équipe propose d'habiter la ville-paysage du 21e siècle en partant vers la recherche des écologies singulières du Grand Genève. « D'habiter la ville-paysage », physiquement et imaginairement – ce qui se traduira dans la méthode par la programmation alternée de moments d'exploration collective *in situ*, de mise en forme et en récit, et de mise en débat des informations recueillies. « Des écologies singulières », c'est-à-dire celles qui sont propres à la métropole genevoise – ce qui se traduira dans la méthode par un triple mouvement de recherche de lieux, de réseaux et de processus inédits ou potentiels. Le premier mouvement embrasse large et cherchera à caractériser, par l'articulation entre histoire sociale et culturelle, géographie physique (l'eau, la pente, le sol, le climat,...) et géographie humaine (les frontières, les migrations,...) les écologies propres et singulières du Grand Genève – celles dont nous dirons littéralement qu'elles donnent lieux à ce territoire. Le deuxième tentera à l'inverse de repérer ce qui n'existe qu'à peine, ce qui est encore balbutiant et qui donne pourtant à imaginer un demain pour ce territoire. Le dernier mouvement, à l'articulation des deux premiers, explorera les changements (climatiques, technologiques, économiques et culturels) rendus possibles par la prise en compte de ce qui se joue à l'échelle mondiale, que ce soit en termes d'organisation sociale ou de gestion des impératifs environnementaux.



Les marches exploratives © La grande traversée

Travail lors des tables de discussion © La grande traversée

CONTRÉES RESSOURCES

ÉQUIPE

Nathalie MONGÉ – Apaar
Raphaël NIOGRET – Apaar
Séraphin HIRTZ – Apaar
Thomas BOLLIGER – Apaar
David MARTIN – Sofies
Sébastien MUNAFÒ – 6-t mobilité
Team Academy HES-SO
Irene GIL – Illustrations

Avec la collaboration de:
Véronika De Castro, Alizée Guiné, Jérémie Hemery, Manon Delajoud, Pierre Fresse, Sarah Schweyer, Simon Lefranc – Apaar
Christopher Padovani – Sofies Environnement

Les Contrées Ressources forment un territoire d'équilibre qui réconcilie ressources et bâti; proximité et échanges globaux; comportements collectifs et individuels. Pour atteindre cet équilibre nous devons renforcer notre autonomie, notre économie avec nos propres ressources sur notre territoire. Mais nous devons aussi écouter, intégrer et collaborer entre individus.
L'agglomération dont nous rêvons est en adéquation avec les ressources de son territoire. Elle renforce notre autonomie, notre créativité et compte sur nos propres forces. Elle favorise une logique de proximité avec des Contrées Ressources constitutives de nouvelles formes de production et d'habitat faisant la part belle aux communs.

DES RESSOURCES D'UTILITÉ PUBLIQUE AU SERVICE DE L'AGGLOMÉRATION

Les bassins versants délimités par le réseau hydrographique sont associés aux masses boisées, aux forêts remarquables. Cette charpente paysagère est la première ressource essentielle du Grand Genève pour agir de façon résiliente face au réchauffement climatique. C'est pourquoi le statut particulier des ressources d'utilité publique vise à étendre les zones non constructibles. Les campagnes remarquables doivent, elles aussi, être valorisées et préservées face au mitage et à l'avancement de l'urbain. Elles affirment aussi la volonté d'une alimentation locale et diversifiée. Aujourd'hui sous-estimés, les sites de ventes directes pourraient devenir le premier vecteur de distribution de nos ressources. En parallèle, les communaux servent d'espaces végétalisés et de délassement en assurant une protection des autres espaces dédiés à la production. Non seulement, ces surfaces conservent la biodiversité des milieux, mais elles pallient aussi au grignotage des terres de cultures. Le terme « communaux » est historique et sont situés à l'interstice entre les cours d'eau, les forêts et les campagnes.

DE NOUVELLES ÉCHELLES ET FORMES DE GOUVERNANCE

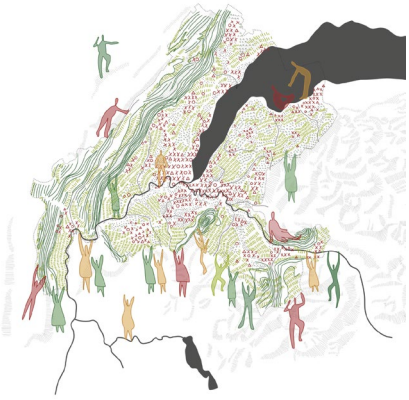
Le Grand Genève est un territoire constitué de plusieurs pays : le Pays du Gex, La Côte, le Genevois, mais c'est surtout un « bassin géographique » constitué de plaines, plateaux, cours d'eau et lac contenus par les montagnes. Ces bassins garantissent une unité territoriale. La formation de ces entités paysagères constitue le caractère propre de notre agglomération. Le morcèlement est aussi administratif. Les communes déjà existantes présentent une échelle intermédiaire. De ce fait, leur organisation est à la fois géographique et administrative. Le nouveau découpage en quartiers urbains et ruraux, à petite échelle, est créatrice de liens entre les individus qui eux-mêmes peuvent s'organiser en voisinages. Il est plus intéressant de voir notre agglomération non pas comme une tâche urbaine mais comme une multitude de quartiers.

UN RÉSEAU D'ÉCHANGE DENSE FAVORISANT LA PROXIMITÉ ET L'ÉCONOMIE DU TERRITOIRE

Il y aura cette superposition de fonctions mais il faudrait des espaces de loisirs, des parcs d'agglomération pouvant être des espaces de communs dans le territoire rural. Dans ce dernier, il y aura un réseau de chemins ubiquitaires pouvant être à la fois des lieux de nature et de cultures et des espaces de multifonctionnalité. Aujourd'hui, 60 % de la population citadine ne se rend pas dans l'espace rural. Les citadins prennent davantage l'avion ou d'autres moyens polluants et ne profitent pas d'une qualité de nature à proximité de la ville. Il faut faire évoluer la forme de tourisme, du tourisme de visite au tourisme d'expérience et de renaturation. Ceci est aussi bénéfique pour la mise en lien de l'agglomération.

UNE RENAISSANCE DES QUARTIERS ET DES COMMUNS

La création de communs est une réponse à la multiplication des propriétés individuelles mais aussi une volonté de mieux vivre ensemble. Ces infrastructures permettent de répartir les rôles, de garantir le partage des tâches et d'introduire dans l'économie un esprit de collaboration. Mais la gestion des communs a besoin de responsabilisation. À l'échelle locale, répartir, distribuer, mutualiser, s'entraider sont des actions de mise en valeur de la communauté. Le partage « smart » est, lui aussi, en lien avec notre société connectée. La rénovation des quartiers indique une transformation de l'habitat existant en « communs habités ». On peut imaginer des îlots rénovés avec des nouveaux communs, plus de relations entre les habitants, des synergies qui peuvent se faire entre les commerces, les logements. Il s'agit de faire coexister ce qui est déjà présent avec ce que l'on restaure. La création de hubs comme lieux de coworking valorise le travail collectif. De ce fait, on peut, avant cela, réinventer les modes d'apprentissage en vue de former aujourd'hui ceux qui travailleront demain.



Irène Gil © Contrées ressources

Team academy, Sierre - le 4 avril 2019

MÉTABOLISER LES INVISIBLES

ÉQUIPE

Matthias ARMENGAUD – Agence AWP
Marc ARMENGAUD – AWP
Martin REIN-CANO – Topotek 1
Dieter DIETZ – le Laboratoire Alice-EPFL

EXPERTS

Jean-François Capeille, Simon Davies, Fondation AIA
Gaultier Reynaud, AltoStep
Grégory Houillon, B&G
Jeanne Della Casa
Jean Delons, Vinci Autoroutes
Géraldine Pflieger, Université de Genève
Stefan Kaegi, Rimini Protokol
Thierry Marcou, FING
Yann Moulier Boutang, Université Technologique de Compiègne
Paul Schneeberger, Schweizer Städte Verband
Mark Schneiter, Schneiter Verkehrsplanung AG

POSITIONNEMENT

Nous proposons de mobiliser les ressources des réseaux invisibles du Grand Genève et de les opérationnaliser. Réseaux Hard: eau, déchets, chaleur, énergie, viaire, transport, communication. Mais aussi Soft: écosystèmes, sentiers, réseaux sociaux et culturels, groupements d'usagers…

Ces structures envisagées dans leur potentiel relationnel deviennent ainsi un échafaudage soutenant la pensée stratégique et le développement d'une nouvelle intelligence urbaine, au cœur des enjeux soulevés par la Consultation. Métaboliser ces invisibles permettra de proposer un cadre pour des interventions stratégiques réalistes et situées, informé par les perspectives de mutations de ces réseaux. Il faudra s'approcher le plus possible d'une évaluation l'impact de ces systèmes sur le métabolisme du territoire en amont des opérations de sa planification et de construction à venir.

APPROFONDISSEMENT DE LA POSITION

L'étude a d'abord consisté à engager un approfondissement de la proposition. Sur la base du retour des experts de la consultation nous avons eu plusieurs échanges avec ceux de notre équipe en janvier et février 2019, en préparation du symposium qui s'est tenu à l'EPFL le 07 mars 2019. Puis le printemps a été principalement consacré au développement de plusieurs outils de diagnostic (Atlas de données, Atlas des paysages de réseaux, Echantillonnage de sites stratégiques, Matrice des projets de réseaux…).

Le 12 décembre à Genève, l'équipe a posé une série de questions autour des enjeux politiques de la transition écologique dans le contexte particulier d'une région transfrontalière qui confronte (au delà de l'intégration économique) deux systèmes politiques et administratifs très différents, dont les normes environnementales notamment ne sont pas communes.

Comment l'objectif d'une rupture radicale qu'appelle le texte de la consultation peut-il être atteint dans un tel contexte d'asymétrie politique, économique, démographique, et bien sûr spatiale ? Ne faudrait-il pas se concentrer principalement sur des propositions d'évolution de gouvernance ? Certes, parmi tous les leviers stratégiques d'une transition écologique, certains font déjà l'objet de coopérations transfrontalières, à des degrés divers : l'agriculture, les nappes phréatiques, le transport public, et certains réseaux ponctuels.
La couche des réseaux pourrait-elle, justement être un levier pour relever le défi d'une transition écologique coordonnée à l'échelle régionale ? Cela supposerait alors que la coopération franco-genevoise qui se met en place, identifie les réseaux comme un axe structurant, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. L'hypothèse mérite d'être approfondie, puisque beaucoup parmi les choix structurants des années à venir concerneront la programmation de réseaux qui auront des impacts transfrontaliers, à commencer par des programmes d'investissement lourds. Mais de quels réseaux parle t-on ? Les dimensions invisibles du territoire que nous souhaitons métaboliser sont d'abord des invisibles techniques, qui renvoient à trois grandes catégories de réseaux : les services urbains, les réseaux du mouvement (mobilité et logistique), et les réseaux d'échange d'informations.

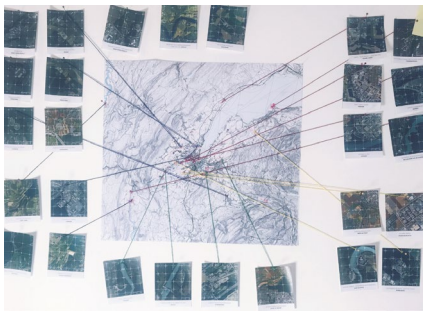


Tableau de bord des sites.
AWP agence de reconfiguration territoriale, ALICE–EPFL, Topotek 1, Fondation AIA, AltoStep

Nous confrontons aussi ces organisations techniques à des configurations écosystémiques et sociales, pour interroger les différents ordres de solidarités du territoire : services, paysages, vivants, communautés… Ces natures de réseaux ne sont pas équivalentes ni immédiatement comparables mais elles interagissent de manière à suggérer des nouvelles approches.

Ces systèmes techniques du territoire que l'on décrit parfois comme un métabolisme, sont le plus souvent gérés en indépendance (en silos). Ils sont structurés par des choix techniques qui rendent d'autant moins évidentes leurs associations. Pourtant, un potentiel stratégique majeur réside dans l'exploration des relations qui peuvent ou qui doivent exister entre ces réseaux. Pour cela il faut désigner le statut des différents réseaux (et leur état d'avancement technologique, présent mais aussi prospectif), en indiquant ceux qui peuvent et doivent se penser ensemble, et ceux qui sont plus indifférents voire rétifs à la transversalité fonctionnelle.

Cela peut favoriser une lecture par couche. Par exemple les déchets et l'eau (potable, eau grise, eaux usées) sont facilement associés. L'énergie (électricité, chauffage et refroidissement, approvisionnement) peut également être associée aux déchets ou à l'eau, ainsi qu'aux télécommunications. Et les réseaux viaires sont évidemment directement liés aux réseaux de déplacement (TC, TI, etc.) et aux schémas de logistique. Il devient alors important de déterminer ce que nous considérons dans le champs des réseaux, même à titre limite : réseau de la logistique, couloirs de biodiversité, réseaux sociaux, réseaux d'édifices religieux ou d'espaces publics,… Pour établir des objectifs, et hiérarchiser des priorités.

Il est évident que la problématique du temps (durabilité, climat, prospective, politique…) est ici centrale. Ainsi, notre première approche consistera à interroger l'existant ou le potentiel de relations entre les différents existants, ce qui présuppose de comprendre les contradictions, conflits, oublis, ou manques, dont certains appellent des projets. Mais il faut aussi projeter dans la dimension prospective d'une transition complexe. En effet, les solutions que l'on mettrait en place maintenant sur la base de l'existant seront-elles à l'échelle des défis qu'il faudra affronter demain ?

DU SOL ET DU TRAVAIL: LA TRANSITION, UN NOUVEAU PROJET BIOPOLITIQUE

ÉQUIPE
Paola VIGANÒ – Centre de recherche Habitat – EPFL
Luca PATTARONI – Centre de recherche Habitat – EPFL
Vincent KAUFMANN – Centre de recherche Habitat – EPFL
Corentin FIVET – Centre de recherche Habitat – EPFL
Pascal BOIVIN – HEPIA
Olivier CREVOISIER – Université de Neuchâtel
Walter STAHEL – Product Life Institute

PRÉMISSES

Bien que la recherche présentée ici choisisse de façon sélective ses centres d'intérêt, les questions abordées traversent le Grand Genève. Elle espère fournir l'occasion de rediscuter certaines des stratégies guidant actuellement son développement, et contribuer à l'élaboration d'une vision pour la transition écologique de ses territoires. Dans ce sens, le « sol » et le « travail » sont deux objets d'étude à même d'enrichir et de complexifier l'image du Grand Genève, souvent conflictuelle, réduite et banalisée par les outils de planification, ainsi que par les objectifs politiques. Le contexte est primordial : de nos jours, le Grand Genève n'est pas un sujet populaire ou à la mode et s'assimile pour nombre de ses habitants à un cauchemar plus qu'à une ressource. C'est pourquoi nous considérons que la construction d'un imaginaire commun et partagé de son espace est une première piste pour en faire ressortir ses dimensions plurielles et la possibilité d'un ou de projets communs. Le thème de la transition peut alors être le levier pour une nouvelle lecture du Grand Genève et pour poser autrement le thème de la coexistence de ses différentes parties. Cette recherche fait appel à des outils de projet dans le but de produire une nouvelle compréhension du territoire au prisme de la transition, ainsi que de faire émerger des propositions qui en explorent les conséquences spatiales. En d'autres termes, une part de la contribution analytique de la recherche est produite à travers le projet. Ce choix caractérise de façon spécifique l'ensemble de notre travail et reflète, en investiguant le futur par le biais d'une approche interdisciplinaire/transdisciplinaire, les principales orientations du Centre de Recherche Habitat.

HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

Dans la construction d'une vision pour le Grand Genève, notre hypothèse structurante est clairement énoncée : notre attention se porte avant tout sur le Sol et le Travail. Au début du XXème siècle, sol et travail sont deux témoins majeurs de la formation d'une nouvelle condition urbaine à même de mettre en lumière les enjeux économiques et sociaux qui pèsent sur le futur du territoire (voir S. Rowntree, Land and Labour, Lessons from the Belgium, 1902). De même aujourd'hui, le sol et le travail sont choisis dans notre première hypothèse pour interpréter une condition métropolitaine sur le point d'affronter une transition écologique, socio-démographique et économique spécifique : le Grand Genève, territoire transfrontalier marqué par un fort contraste économique et social entre un côté et l'autre de la frontière.

La deuxième l'hypothèse – la transition, un nouveau projet biopolitique – envisage le projet de la transition comme une révision du projet moderne. Elle dénonce le manque d'efficacité des transformations urbaines, sociales et écologiques actuelles à imaginer une telle transition et à en dessiner la radicalité. La question centrale de notre travail est celle du rôle de l'espace, doté de son potentiel d'émancipation, et de son projet dans la réponse aux thèmes posés.

UN PROTOCOLE DE RECHERCHE

Le travail est organisé en quatre mouvements. Chacun d'eux développe des hypothèses propres et résonne avec les autres.

I. TERRAIN, IMAGES, PRATIQUES.

A propos de la relation entre le monde réel, imagé et pratiqué, nous avons exploré le Grand Genève (fieldwork) et l'imaginaire collectif (icones) à travers plusieurs occasions de terrain et d'investigation. Dans cette vaste campagne, les étudiants des deux ateliers BA et MA de l'EPFL ont été agents d'échange ouverts à toute contribution. Ensemble nous avons eu des entretiens avec les acteurs locaux, citoyens, maires, acteurs économiques et institutions.

II. ATLAS TRANSFRONTALIER DE LA TRANSITION.

Nous avons initié un atlas qui, à partir du sol et du travail, met au centre la transition écologique, sociodémographique et économique. Il répond au besoin de cartographier le stock existant, certaines dynamiques, flux métropolitains de matériaux et d'énergie. Il est inspiré par l'idée que, pour ne pas être génériques, les stratégies d'adaptation demandent un effort renouvelé et important dans la lecture du territoire: la transition comme idiographie.

P. Andelic, N. Lecoanet, MA1_2018, Prof. P. Viganò, T. Pietropolli, Z. Qinyi, S. Nguyen, EPFL

III. SCÉNARIOS DE LA TRANSITION.

Les scénarios développent des configurations spatiales dans lesquelles un nouveau métabolisme de la ville-paysage à l'horizon 2050 est examiné et évalué.

IV. PROTOTYPES DE LA TRANSITION.

Les prototypes socio-spatiaux de transition sont imaginés comme terrain d'implémentation et d'évaluation au cours de la construction d'une vision de transition. Il s'agit de propositions de projet et d'action. Pour le moment cette partie reste une ébauche à développer à travers un échange plus large, préconisé dans la deuxième partie de notre travail.

ELÉMENTS D'UNE VISION POUR LA GRAND GENÈVE ET SA TRANSITION.

Ensemble, les quatre mouvements dessinent des pistes pour une vision renouvelée sur le Grande Genève et sa transition.

COMITÉ DE PILOTAGE

- **Frédéric BESSAT**, chef français du Projet d'Agglomération, Pôle métropolitain du Genevois français
- **Tarramo BROENNIMANN**, co-président de la Fédération des Architectes Suisses, section genevoise (FAS)
- **Elena COGATO LANZA**, présidente de la Fondation Braillard Architectes (présidente du Copil)
- **Robert CRAMER**, président de Patrimoine Suisse Genève
- **Arnaud DUTHEIL**, directeur de la CAUE Haute-Savoie
- **Sylvain FERRETTI**, directeur de l'Office de l'urbanisme, Canton de Genève
- **Philippe MEIER**, vice-président de la Fédération des associations d'architectes et d'ingénieurs (FAI) de Genève
- **Michael MØLLER**, Bureau des Nations Unies à Genève (membre invité, sans pouvoir de décision)
- **Sandra ROBYR**, présidente de la Fédération Suisse des urbanistes — section suisse romande (FSU-r)
- **Patricia SOLIOZ MATHYS**, directrice exécutive Smart City (SIG)

PARTENAIRE INTERNATIONAL

- Le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

PARTENAIRES PUBLICS ET PARAPUBLICS

- L'Office Fédéral du développement territorial (ARE)
- Le Canton de Genève
- Le Pôle métropolitain du Genevois français
- La Ville de Genève
- Les Services industriels Genevois (SIG)
- Le Conseil d'Architecture, Urbanisme et Environnement de Haute-Savoie (CAUE74)
- Le département de Haute-Savoie
- Le département de l'Ain

PARTENAIRES ASSOCIATIFS

- La Fédération des Architectes Suisses (FAS)
- La Fédération des Architectes et Ingénieurs (FAI) de Genève
- La Fédération Suisse des Urbanistes (FSU)
- La Société Suisse des Ingénieurs et des Architectes (SIA)
- La Fédération Suisse des Urbanistes – section romande (FSU-r)
- La Fédération Suisse des Architectes Paysagistes (FSAP)
- L'Association Genevoise des Ingénieurs Géomètres Officiels et Géomaticiens (AGG)
- L'Associaition Genevoise des Ingénieurs (AGI)
- L'Associaition Genevoise d'Architectes (AGA)
- Patrimoine Suisse Genève

PARTENAIRES INDÉPENDANTS

- Les Rentes Genevoises
- La Banque Pictet
- La Fondation Braillard Architectes

COLLÈGE D'EXPERTS

Comité technique :

- **Matthieu BARADEL**, ingénieur en mobilité, chef genevois du Projet d'Agglomération, Canton de Genève
- **Marcellin BARTHASSAT**, architecte-urbaniste, membre du comité de Patrimoine Suisse Genève
- **Marion CHARPIÉ-PRUVOST**, urbaniste, chargée de mission aménagement du terri-toire au Pôle métropolitain du Genevois Français
- **Xavier FISCHER**, architecte-urbaniste, ex-président de la Fédération suisse des urbanistes — section suisse romande (FSU-r)
- **Laurent MAERTEN**, géographe, Office fédéral du développement territorial
- **Ludovica MOLO**, architecte, présidente de la Fédération des Architectes suisses (FAS)
- **Alexandre PRINA**, ingénieur en mobilité, directeur de la planification des transports, Canton de Genève
- **Pascale ROULET-MARIANI**, architecte-urbaniste, cheffe nyonnaise du Projet d'Agglomération, District de Nyon
- **Marcel RUEGG**, économiste, directeur des relations académiques et institution-nelles, Services industriels genevois (SIG)
- **Andréa SPOECKER**, docteure en architecture, CAUE Haute-Savoie
- **Bojana VASILJEVIC-MENOUD**, Directrice du Service de l'urbanisme, Genève
- **Walter VETTERLI**, ingénieur en agronomie, directeur du service de l'environnement et des risques majeurs, Canton de Genève

Comité scientifique *Eco-Century Project*

- **Sabine BARLES**, docteure en urbanisme, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- **Rémi BAUDOUÏ**, docteur en urbanisme et en sciences politiques, Université de Ge-nève
- **Dominique BOURG**, docteur en philosophie, Université de Lausanne
- **Pascal ROLLET**, architecte, École nationale supérieure d'architecture de Grenoble
- **Robert SADLEIR**, économiste, membre du comité ISO TC268 Communautés durables et environnements urbains. Membre de Smart City Systems IEC
- **Günther VOGT**, architecte-paysagiste, École polytechnique fédérale de Zürich Comité de personnalités extérieures

Comité de personnalités extérieures

- **Kees CHRISTIAANSE**, architecte, École polytechnique fédérale de Zürich
- **Manuel GAUSA**, architecte, Université de Gênes
- **Carola HEIN**, docteure en histoire de l'urbanisme et de l'architecture, Université de technologie de Delft
- **Bernard LACHAL**, docteur en physique, ex-professeur des systèmes énergétiques, Université de Genève
- **Bertrand LEMOINE**, architecte, docteur en histoire, ex-directeur général de l'Atelier international du Grand Paris
- **Christian SCHMID**, docteur en géographie et sociologie, École polytechnique fédé-rale de Zürich
- **Michel SCHUPISSER**, ingénieur en mobilité, mrs partner, Zürich
- **Annie TARDIVON**, architecte-paysagiste, Inuits, Paris
- **Michèle TRANDA-PITTION**, docteure en architecture et urbanisme, Université de Ge-nève
- **Ariane WIDMER**, architecte-urbaniste, schéma directeur de l'ouest-lausannois Renens

Afin d'élargir la représentation des instances transfrontalières et interdisciplinaires, les partenaires de la Consultation sur le Grand Genève ont convié des personnalités du GLCT et du forum d'agglomération :

- Myriam Constantin, Forum d'agglomération du Grand Genève
- Anna-Karina Kolb, directrice du service des affaires extérieures à l'État de Genève
- Martine Roset, Transition écologique, Grand Genève
- Séverine Hennequin, interfaces CEVA
- Pierre Philippe, Chef du secteur de l'étude de l'impact sur l'environnement, SERMA
- Emmanuel Ansaldi, adjoint scientifique, direction générale de l'agriculture, Genève
- Matthieu Iglesias, urbanisme, Genève
- Hervé Villard, chef de projet « Territoire à énergie positive », France
- Xavier Dupasquier, responsable du Service Aménagement et Observatoire des Territoires chez Département de l'Ain
- Lionel Pelud, Pôle métropolitain du Genevois français
- Christelle Pralong, Planification stratégique, gestion de projet & communication multilingue
- Olivier Dufour, Vice président chez Forum d'Agglomération du GLCT Grand Genève
- Sylvie Cornut, urbaniste, État de Vaud
- Vincent Delabrière, directeur du développement urbain chez Office de l'urbanisme Etat de Genève
- Ingrid Carini, urbanisme, Genève
- Jean-Pascal Gillig, Secrétaire régional – WWF Genève
- Xavier De Rivaz, Ville de Genève
- Joël Vetter, mobilité, Genève
- Charlotte Le Gouic, urbanisme, France
- Ludovic Antoine, mobilité, France
- Patrik Fouvy, directeur du paysage et des forêts, OCAN
- Bérangère Combre, conseil départemental de Haute-Savoie
- Hervé Fauvain, transition, France
- Laure Fabiani, mobilité, France
- Héloise Candolfi, adjointe de direction – Office cantonal de l'agriculture et de la nature, Genève
- Caroline Barbisch, interfaces, CEVA
- Brigitte Bettu, conseil départemental de l'Ain
- Thomas Linchet, chargé de mission chez Pôle métropolitain du Genevois français
- François Guisan, intégrateur Développement Durable chez Implenia Suisse
- Cédric Petitjean, direction des opérations d'efficience énergétique à l'office cantonal de l'énergie – Département de l'aménagement du logement et de l'énergie

Table ronde de présentation au public genevois de la Consultation sur le Grand Genève « Visions prospectives pour le Grand Genève. Habiter la ville-paysage du 21e siècle ».

Après une journée côté français, la soirée, co-organisée par Explore du département du territoire de Genève, se déroula sur la plateforme du Pont de la Machine qui enjambe le Rhône face au lac Léman, permettant de resituer le débat sur le Grand Genève au centre de la ville.

Lors de la table ronde, les sept équipes ont pu débattre face au public genevois sur la question de la transition des villes, sous la modéartion de Pascal Schouwey, animateur à la RTS. Avec : Paola Viganò, Matthias Armengaud, Oscar Buson, Stefano Boeri, Nathalie Mongé et Franck Hulliard et Milica Topalovic.

En collaboration avec :
www.explore.ge.ch

Avant ce deuxième dialogue, la Consultation sur le Grand Genève a été invitée à présenter sa démarche lors de la Triennale di Milano le 25 mai 2019, dans le cadre de la Milano Arch Week.

Milano Arch Week is a week of lectures, conversations, workshops and itineraries on the main challenges of contemporary urban transformations. Milano Arch Week explores the future of architecture and cities through a polyphony of voices: architects, urban planners, landscape designers, scientists, philosophers, artists, and curators from all over the world.

Site de la Triennale de Milan – Arch Week:
https://www.triennale.org/en/arch-week/

In 2008, the French-Swiss area around Geneva concluded a decadeslong development by creating a new territorial entity, the Greater Geneva. Since then, substantial work has been done in creating a more virtuous and ecological metropolis in domains such transports, housing and landscape preservation.

However, the region still persists in becoming a pivot of ecological sustainability. Thus, in the initiative of the Braillard Architectural Foundation, a new round of creative processes was launched, thanks to an extended public-private partnership, under the title Greater Geneva Consultation. Seven interdisciplinary teams were selected to design the transitional phase of the agglomeration: energy, water and other resources, biodiversity, migration, equality, mobility are some of the stakes to take into account.

WHAT WILL THE GREATER GENEVA LOOK LIKE IN 2050?
URBAN TERRITORIES IN TRANSITION. THE GREATER GENEVA CONSULTATION

PART 1
THE CONSULTATION
In Salone d'Onore

- **Elena COGATO LANZA**, president of the steering committee of the Greater Geneva Consultation and of the Braillard Architectural Foundation
- **Sylvain FERRETTI**, director of the Urban Services, Department of the Territory, Canton of Geneva
- **Marion CHARPIÉ-PRUVOST**, head of Territorial Development, Metropolitan Pole of the French Genevan
- **Panos MANTZIARAS**, director, Braillard Architectural Foundation

PART 2
THE CONSULTATION

- «La grande traversée: à la recherche des écologies singulières»
  Franck HULLIARD, architecte, urbaniste, INterland Architecture
- «Mille et une machines»
  Pierpaolo TAMBURELLI, architecte, urbaniste, Politecnico di Milano
- «Métaboliser les invisibles»
  Matthias ARMENGAUD, architecte DPLG, urbaniste et paysagiste, AWP
- «Le Grand Genève et son sol: Propriété, Écologie et Identité»
  Milica TOPALOVIĆ, architecte, urbaniste, ETH Zurich DARCH,
  Florian HERTWECK, architecture, université du Luxembourg
- «Energy Landscape»
  Oscar BUSON, MSc Arch ETH, Studio Brühlmann Loetscher Buson
- «Contrées Ressources»
  Nathalie MONGÉ, architecte, paysagiste, Apaar_paysage
- «Du sol et du travail: la transition, un nouveau projet biopolitique»
  Paola VIGANÒ, architecte-urbaniste Habitat Research Center, EPFL Architecture

PART 3
THE DISCUSSANTS
In Agorà

- **PETER DROEGE**, architect, Director, Institute for Strategic Development, University of Liechtenstein
- **ROBERT SADLEIR**, economist, professor, Westminster University

du 20 mars au 31 octobre 2019

L'exposition aux Berges de Vessy
Tous sous le même toit

Organisée par l'Association des Berges de Vessy, cette exposition fût accompagnée de diverses conférences, en collaboration avec d'autres assosications.

CRÉDITS
Commissaire d'exposition : **Panos MANTZIARAS**
Scénographie : **Daniel KUNZI**

Les Berges de Vessy : Fondation Braillard Architectes, H2O-énergies, Patrimoine Suisse Genève, Pro Natura Genève, SIG, Terragir énergie solidaire.

En collaboartion avec : Terrasses sans frontières, HEPIA, République et Canton de Genève, CFPC, Couferap.

Lieu : Maison du futur, Berges de Vessy
Public : grand public, 3793 pers.
Orateurs : N/A
Financement : SIG
Médias : panneaux d'exposition

CONTEXTE DE L'EXPOSITION

Le Directeur de la Fondation Braillard Architectes fut désigné par l'Association des Berges de Vessy (dont la Fondation est membre fondateur) comme conservateur de l'exposition « Tous sous le même toit ! », qui a eu lieu dans les locaux des Berges de Vessy, du 20 mars au 31 octobre 2019.

Les résultats de ce travail ont été fondés sur le constat que se couvrir est l'un des actes fondateurs de l'être-humain, notamment celui de sa mise sous un abri. Les solutions naturelles initiales – cavernes et autres cavités – ont rapidement évolué grâce à l'inventivité inépuisable de l'homo faber, pour donner lieu aux formes constructives, d'abord vernaculaires, puis savantes, de la toiture. Et, si le couvreur a toujours vaillamment fabriqué la protection matérielle du bâtiment et de ses habitants, il a surtout découvert un champ inépuisable pour l'expression de valeurs esthétiques, culturelles, voire identitaires.

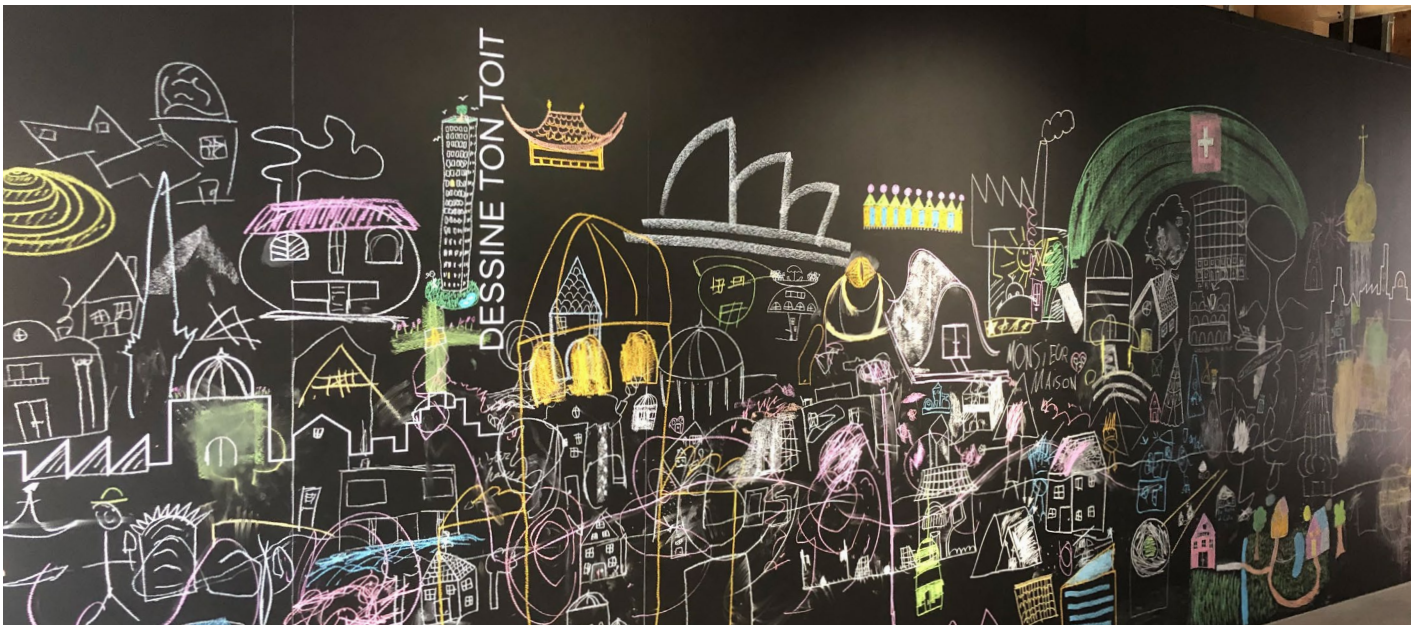
C'est ainsi, et grâce aux innovations technologiques, à l'interaction sociale et à la sensibilisation environnementale que les toits contemporains expriment les horizons prometteurs de notre transition écologique : de protecteurs, ils évoluent en récepteurs accueillant le soleil, l'eau, le vent, la faune et la flore. Mieux encore, ils deviennent producteurs d'énergie, de nourriture, de loisirs et de dynamiques sociales.

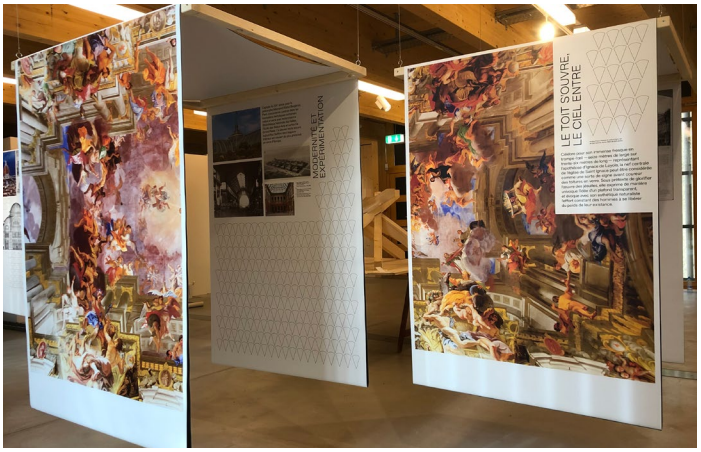
L'exposition mit en évidence le paradoxe selon lequel sur les toitures de nos bâtiments, nous réalisons sans équivoque que nous habitons, tous ensemble, sous le même Toit, celui de notre destin Terrien.

Ce fut une exposition éclectique, pédagogique et forcément incomplète, associant de manière immersive images, dessins et maquettes, invitant le public à explorer à travers Genève, la Suisse et le monde la formidable aventure des Toits. L'exposition invita les Genevois à un voyage du passé vers le futur en passant par le présent de cette formidable invention humaine.

L'exposition a une Fréquentation de 3'793 visiteurs auquels il faut ajouter les participants de 10 ateliers de ProNatura (200 visiteurs) et des 15 ateliers de Terragir (281 visiteurs), ainsi que les participants aux 4 conférences organisées avec l'associaiton Terrasses sans Frontières.

L'exposition a donné lieu à un ouvrage collectif, intitulé « Patrimoine et architecture – Toitures et couvertures » (Cahier 24, décembre 2019), édité par l'Office du patrimoine et des sites – République et Canton de Genève. Plus d'informations à son sujet en fin de brochure.





© P. Mantziaras

CONFÉRENCES

L'exposition a été accompagnée d'une série de conférences, dont le programme a été organisé par l'association genevoise Terrasses sans frontières.

Toitures : enjeux climatiques, la politique et les lois
Vendredi 14 juin | 8h-12h

Christina Meissner – Députée suppléante PDC, ancienne 1ère vice-présidente du Grand Conseil de la République et canton de Genève - « Motions et lois sur Genève : Des jardins sur les toits au pourcent naturel ».
Stephan Brenneisen – Wädenswil an der Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW, Departement Life Sciences und Facility Management
Francesco Della Casa – Architecte cantonal de Genève, DT.
Patrick Fouvy – OCAN - Directeur du service du paysage et des forêts
Anne Mahrer – Co-présidente de l'association suisse Aînées pour la protection du climat. « Climat, quand la justice s'en mêle ! »

Thèmes abordés :

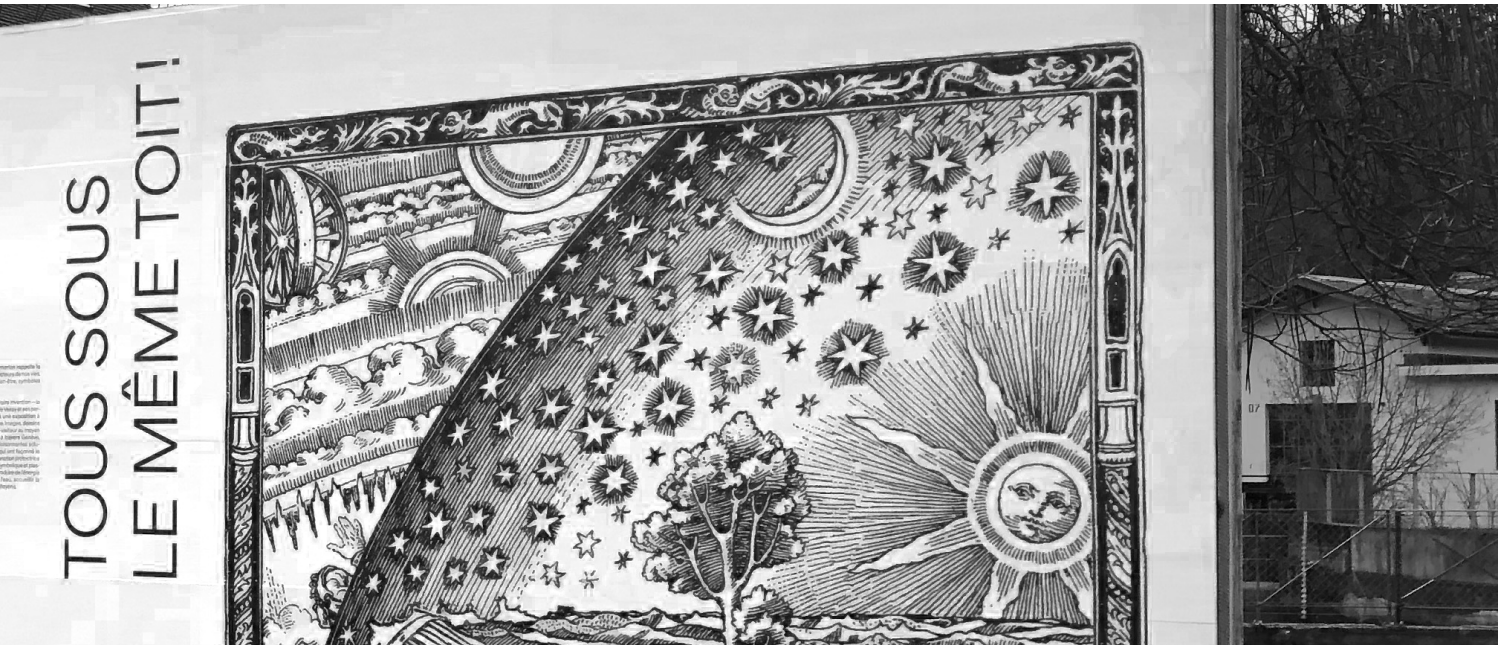
- Les défis et opportunités de la nature sur les toits en ville et dans les campagnes aujourd'hui.
- Comment financer les toitures végétalisées sans impacter les loyers ?
- Quelles mesures contraignantes ou incitatives à Genève pour des toitures végétalisées ou bio-solaires ?
- Les lois concernant les panneaux solaires et le bio-solaire.

Toitures intensives productrices et expérimentales
Vendredi 21 juin | 8h-12h

Baptiste Grard – Postdoctorant travaillant sur l'agriculture urbaine et les microfermes urbaines - AgroParisTech / INRA - « Demain, des toitures comestibles ? Opportunités et contraintes liées aux toitures potagères ».
Alena Prochazka – Ph.D., M. arch., chargée de formation, École d'architecture, Université de Montréal. Responsable scientifique, projet Ignis Mutat Res : Le toit urbain, l'énergie et les écosystèmes.
Richard Mesple – Directeur de SI-REN SA, Les énergies renouvelables de Lausanne - « Photovoltaïque et toitures végétalisées, retour d'expérience de Lausanne ».

Thèmes abordés :

- L'utilisation des toits producteurs à Genève, Lausanne, Paris et Montréal.
- Avantages des toits bio-solaires à court, moyen, long terme, est-ce rentable ? La végétalisation optimise-t-elle vraiment le rendement des panneaux solaires ?
- Avantages des toits potagers à court, moyen, long terme, et sont-ils rentables ?



Aino Adriaens – Consultante en toitures végétalisées, jardinage écologique et permaculture. Formation de biologiste, spécialisée en écologie végétale et appliquée.
Sarah Delley – Biologiste – Chargée de projets et d'information, Birdlife.
Patrice Prunier – Professeur HES ordinaire et responsable de la filière Gestion de la nature, HEPIA - « Quelle nature pour mon toit ? »
Ewa Renaud – adjointe scientifique, coordinatrice de l'Espace toitures végétalisées de Lullier, HEPIA - « Un espace pour inventer les toitures végétalisées de demain ».

Thèmes abordés :

- Toiture et biodiversité à Genève et/ou dans le monde ?
- Végétalisation extensive et isolation – est-ce efficace et rentable ?
- Utilisation de matériaux locaux et/ou recyclés aujourd'hui sur les toits : Possibilités et limites ? Quel substrat et quelle semence pour quel rendu ?
- Changement de semences sur le toit avec le changement climatique ?

Toitures extensives
Vendredi 20 septembre | 8h-12h

Barbara Garofoli – Designer en Permaculture et Présidente de l'Académie Suisse de Permaculture. « Productivité et esthétique, l'approche en permaculture ».
Andreas Bischoff – Facilitateur & permaculteur « Du toit jusqu'à la terre : les chemins de l'eau ».
Michael Gandecki – co-fondateur de myfood.eu

Thèmes abordés :

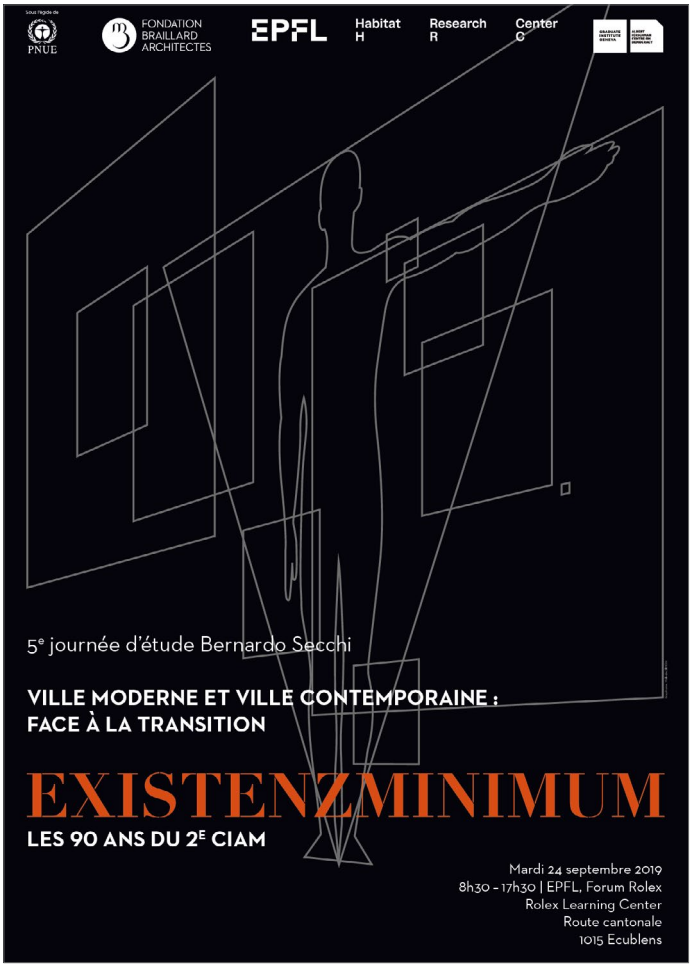
- Aides et contributions de l'OCAN en faveur des toitures végétalisées.
- Esthétique de jardin à la française vs. Esthétique permaculture.
- La permaculture sur les toits, est-ce possible ?
- Comment associer les plantes ornementales et comestibles.
- L'eau : rétention d'eau et récupération de l'eau.

La nature en ville
et les toitures végétalisées
Samedi 28 septembre | 9h-13h

24 septembre 2019

La journée d'étude Bernardo Secchi
Ville moderne et ville contemporaine : face à la transition
Les 90 ans de la déclaration de la Sarraz

Le Laboratoire d'Urbanisme/Habitat Research Center de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne et la Fondation Braillard Architectes, dans le cadre du *Eco-Century Project*®, co-organisèrent la cinquième Journée d'étude Bernardo Secchi, sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l'Environnement.



Lieu : Forum Rolex Center, EPFL
Public : étudiants, scientifiques
Orateurs : 14
Financement : FBA, EPFL,Centre Albert Hirschman
Médias : vidéos, publication en cours

5e Journée d'étude Bernardo Secchi
Ville moderne et ville contemporaine face à la transition
EXISTENZMINIMUM
Les 90 ans du 2e CIAM
24 septembre 2019
Rolex Learning Center
Sous l'égide du
PNUE
EPFL
Habitat
H
Research
R
Center
C

La 5ème Journée d'étude Bernardo Secchi furt organisée conjointement par trois entités : la Fondation Braillard Architectes, dans le cadre de son Programme de culture et recherche *The Eco-Century Projet*® ; the Habitat Research Center de l'École polytechnique fédérale de Lausanne ; le Centre Albert Hirschman sur la démocratie de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. Cette journée poursuivit sur la lancée établie lors de la commémoration critique de la Déclaration de La Sarraz, de la 4ème Journée Bernardo Secchi en 2018[1].

Nonante ans après le deuxième Congrès international d'architecture moderne (CIAM, Francfort-sur-Main, 1929), qui fixa l'objectif d'un niveau de vie minimal mais digne pour les populations urbaines sous le vocable d'*existenzminimum*, nous nous retrouvons en pleine interrogation sur les conditions nécessaires à l'habitabilité des territoires urbains. D'une part, parce que les récurrentes revendications sociales rappellent qu'aucun droit n'est assuré sans la vigilance citoyenne ; d'autre part, parce que le plafond des ressources à consommer que représente le « jour du dépassement » rencontre désormais un large consensus aussi bien parmi les spécialistes que dans la société civile ; enfin, parce que la ville et l'échelon local constituent aujourd'hui l'espace à partir duquel il est possible d'agir pour revitaliser nos démocraties. Ainsi, l'art de l'urbanisme, intimement liés à l'art de la gouvernance, se confirment comme la recherche d'un équilibre, d'un juste milieu, d'un cadre spatial optimal que l'on pourrait qualifier d'*existenzoptimum*, comme l'a démontré dans son récent ouvrage l'économiste anglaise Kate Raworth[2]).

Les débats qui eurent lieu lors du 2ème CIAM furent cruciaux pour la ville moderne. Le quasi-siècle qui nous en sépare offre la distance critique pour comprendre les mécanismes qui ont transformé les revendications sociales en normes spatiales sur tout le spectre des régimes politiques. Ceci nous permet d'interroger premièrement les formes construites qui en furent produites, dans le kaléidoscope des personnalités et des tendances et deuxièmement de commenter la projection des représentations d'un progrès pas-toujours-pour-tous sur les innombrables idiosyncrasies de la ville contemporaine.

Quatre questionnements conduisirent l'interrogation interdisciplinaire de la Journée :

- Comment les problèmes réels se reconstruisent-ils en objectifs normatifs reliant les chiffres aux formes ? Autrement dit, que peut nous enseigner la trajectoire qui relie les fameuses DIN (les normes industrielles allemandes) au BEPOS (bâtiment à énergie positive) ?
- Quelle fut la destinée du principe d'un accès équitable aux ressources redéfinissant des nouveaux minima pour l'espace habité ? En d'autres termes, comment sommes-nous passés du volume d'air par individu à la qualité de l'air pour la ville et quelle pourra en être la suite ?
- Quelle précieuse équation transforme le principe égalitaire en qualité spatiale et quelles sont ses multiples résolutions, depuis les *Siedlungen* modernistes jusqu'aux éco-quartiers contemporains ?
- Par quels moyens les ressources matérielles et énergétiques sont-elles redistribuées, canalisées et exprimées dans les projets des villes, notamment dans leurs espaces publics ? Que signifie l'évolution des espaces urbains destinés au temps libre dans des villes comme destinations de loisirs et quelles en sont les conséquences spatiales, sociales et environnementales ? Quelles sont les formes d'engagement citoyen qui ont conduit à la transformation de l'espace public ?

[1] Cf. Panos Mantziaras/Paola Viganò (sous la dir. de), Racines modernes de la ville contemporaine, distances et forme de résilience, Genève, Métispresses, 2019.
[2] Kate Raworth, Doughnut Economics : Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist, Random House, 2018 ; traduction française : La théorie du Donut : l'économie de demain en 7 principes, Paris, Plon, 2018.

La Journée a eu lieu au sein du Rolex Center, sur le Campus universitaire de l'EPFL. Elle a été introduite par **Paola VIAGNÒ,** directrice du Laboratoire d'Urbanisme et de Habitat Research Center, et **Christine LUTRINGER**, du Centre Albert Hirschman sur la démocratie de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, suivi par un keynote speach de **Luca ORTELLI**, professeur ordinaire au Laboratoire de Construction et Conservation LCC à l'EPFL.

Durant la journée a par ailleurs eu lieu la présentation en avant première du livre *Racines modernes de la ville contemporaine* (Genève, Métispresses, 2019), issu de la Journée Bernardo Secchi 2018. Cet ouvrage constitue la quatrième publication de la Fondation Braillard Architectes dans le cadre du *Eco-Century Project*®.

REGARDS CRITIQUES

Panos MANTZIARAS, FBA

PREMIÈRE SESSION

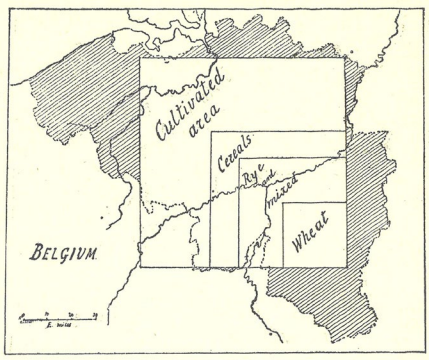
Modération

DU *MINIMUM-EXISTENZ* AU RADICALISME HUMANISTE: AU-DELÀ DES CHAÎNES ILLUSOIRES DU TERRITOIRE POSTINDUSTRIEL

David PELEMAN
Ingénieur-architecte, chercheur post-doctoral, Ghent University

«Il ne faut pas perdre de vue qu'on ne construit plus pour l'éternité comme dans le passé. Nous croyons au progrès, donc au changement. De même qu'en quelques années une auto est devenue antique et inutilisable, certaines maisons vieilliront avec une rapidité déconcertante. Il ne faut pas handicaper l'avenir.» - Victor Bourgeois, 1931[1]

«Le radicalisme humaniste est un questionnement guidé par la dynamique de la nature humaine, ainsi que par une quête de la croissance et du plein épanouissement de l'homme. Contrairement à la pensée positiviste contemporaine, cette pensée n'est pas «objective», si l'objectivité implique la théorisation sans un but passionnément choisi qui stimule et nourrit le processus de pensée. Mais ce radicalisme est très objectif si l'objectivité signifie que chaque étape du processus de réflexion repose sur des preuves soigneusement analysées. De plus, ce raisonnement adopte une attitude critique à l'égard des prémisses du common sense. Tout cela signifie que le radicalisme humaniste remet en question toutes les idées et toutes les institutions en se demandant si elles sont propices ou non la capacité de l'homme à être plus vivant et plus heureux.» - Erich Fromm, 1971[2]



Carte de la culture du territoire belge par Piotr Kropotkin.
Source: Piotr Kropotkin, Fields, factories and workshops (New York: Benjamin Blum, 1968 [1913]), 111

En s'appuyant sur Bourgeois et Fromm, David Peleman explora le territoire post-industriel contemporain du «sillon industriel» belge – la vallée industrielle longeant la Sambre et la Meuse, et le site minier du Bois-du-Luc – tout en questionnant la signification de l'*existenz-minimum* et de l'humanisme radical pour les normes et les pratiques du design urbain. Après le passage à travers La Sarraz et Lausanne à JBS 2018 autour de Victor Bourgeois et André Gorz, l'histoire se poursuit cette année à Francfort, avec Erich Fromm et Victor Bourgeois, à nouveau. En prévision de la CIAM II, Victor Bourgeois rédigea un rapport sur les «Habitations minima», publié en 1931 dans le magazine d'architecture belge L'Émulation. L'article commence par une photo de l'une des premières «villes industrielles» de Belgique, le site minier de Bois-du-Luc. Sur cette photo Bourgeois dessina des croquis des maisons de travailleurs de ce site. Pour lui, Bois-du-Luc était le point de départ d'une réflexion sur un milieu de vie amélioré qui dépend non seulement du «logement minimum», mais également de «l'équipement» et de «l'éducation», trois concepts qui structurent la ville du futur dans son article. Selon Peleman, la pensée de Bourgeois sur le développement industriel du Borinage est à comparer à celle d'un autre individu ayant vécu à Francfort vers 1930, à savoir Erich Fromm. Entre 1930 et 1934, Erich Fromm était membre de la nouvellement fondée Frankfurter Schule, aux côtés d'Adorno, Horkheimer, Marcuse. Dans les décennies suivantes, il développa sa réflexion basée sur les travaux de Freud et Marx qu'il décrira comme un «humanisme radical», portant sur la relation entre l'homme et son environnement.

Selon la participante, le projet urbain a toujours eu à faire avec le corps. Ce n'est pas tellement par analogie organique – métaphore en effet inépuisable – mais parce que le corps est le lien problématique entre le projet et l'espace, ce qui fut la thèse centrale de sa communication. La chercheuse y explora un segment de ce vaste sujet en comparant deux contextes. Le premier concerne les plans exposés à Francfort en 1929, dans lesquels la réduction de l'espace signifie ses équipements au sens large et révèle le charme domestique du taylorisme, déplacé de l'usine à l'intérieur de la maison. Le second concerne quelques positions de la planification socio-économique mondiale, discutées lors de la Convention d'Amsterdam en 1931. Cet événement fut un coup d'envoi mondial pour la Taylor Society et pour l'ainsi dit «Point de vue des ingénieurs sur la dépression». Dans les deux cas, l'obsession du minimum est évidente: à la fin des années 1920, elle se déplace des États-Unis en Europe. Il s'agit de l'*exiztenzminimum*: minimum vital; minimum de la demande qui doit être satisfaite avec des ressources données. Quoi qu'il en soit, la référence au taylorisme et la culture de la mesure y sont essentielles.
Le corps s'évapore avec la mesure. Un corps qui n'occupe plus l'espace avec sa propre physicalité, mais le remplit d'actions préfigurées, rationnelles et définies. En ces deux moments différents, à Francfort en 1929 et à Amsterdam en 1931, on observe un processus de «désincarnation», dans lequel le corps est réduit à une silhouette, sans poids, sans capacité d'agir, sinon de manière prévisible. Selon Bianchetti, la normalisation et la désincarnation non seulement construisirent des bases quantitatives extraordinaires utiles aux recherches empiriques en milieu urbain, mais elles indiquèrent également que le degré zéro du corps constituait un lien entre l'espace et le design — un résultat produit à travers des positions qui furent perçues comme «moralement justes».

EXISTENZMINIMUM

Cristina BIANCHETTI
Professeure ordinaire d'urbanisme, École polytechnique de Turin

DEUXIÈME SESSION

Modération

HABITAT EN TRANSITION

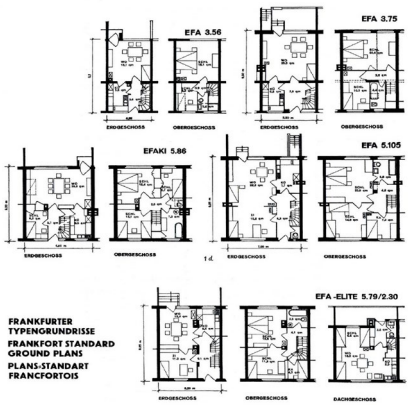
Diane HENNY, FBA

Selon les deux chercheurs, à l'intérieur des récits de la modernité architecturale, et au-delà dans sa divulgation générale, l'*Existenzminimum*, associé au deuxième Congrès International d'Architecture Moderne, fut souvent cantonné à un caractère événementiel, étudié en tant qu'instant. Leur présente contribution entreprit ainsi la négociation du décloisonnement des principes établis en septembre 1929, selon l'hypothèse d'une trajectoire plus vaste des idées: de leurs antécédents – admis ou présumés – au dessin de leurs possibles expectatives. L'approche synchronique qui caractérise ses principales relectures critiques permirent à l'Histoire de reconnaître l'un de ses marqueurs, dont la connaissance précise n'a pas manqué de relever toute l'importance. Cependant, selon eux, une célébration aussi localisée dans le temps pourrait aussi constituer son principal revers: le cantonnement d'une pensée à un contexte spécifique, ou son abandon dans l'un des jalons du siècle précédent. Or une fois désolidarisé de son socle moderne, et allégé d'un certain nombre de ses connotations idéologiques, l'*Existenzminimum* apparaît comme un tout autre sujet d'étude. Il se montre non plus comme projet, mais comme programme; devenant le thème d'un questionnement plus large, et sans doute encore d'actualité, sur les conditions architecturales et normatives d'une habitabilité partagée, d'une existence commune. Les fondations d'une «existence minimale» font référence notamment à l'*optimal* dans l'architecture vernaculaire, puis l'anticipation des «ordinaires efficients» par certains protagonistes de la modernité naissante tels que Heinrich Tessenow et son introduction dans les dimensions collectives de la *Siedlung* avec Otto Haesler. L'héritage du second CIAM, confronté à la crise d'un excès d'égalitarisme, se formalise principalement dans la figure controversée du Grand ensemble. Enfin, ses perspectives privilégiées pourraient se dessiner à travers certaines jonctions prospectives liées à la pratique contemporaine du cluster dans l'habitat groupé. La communication se proposa ainsi d'identifier autant les ruptures et continuités architecturales, que les usures et résistances sémantiques accompagnèrent tous ces moments historiques, avec une question à la clé: l'*Existenzminimum* ou l'*Existenzoptimum* — type, norme, standard, ou alors la nécessité permanente de recomposer de nouveaux ordres collectifs?

DE L'*EXISTENZMINIMUM* À L'EXISTENCE COMMUNE

Valentin BOURDON
Doctorant, Laboratoire de Construction et Conservation, EPFL

Alessandro POROTTO
Chercheur post-doctorant, Laboratoire de Construction et Conservation, EPFL



Extrait du répertoire de l'Existentminimum. Source: Neues wohnen 1929/2009 (2001), Berlin, Jovis

DOMA-KOMMOUNY, KOMMOUNALKI, HABITAT PARTAGÉ : QUELS COMMUNS EN PARTAGE ?

Elisabeth Essaïan
architecte, docteur en architecture, maîtresse de conférence ENSA Paris-Belleville, UMR AUSser, Laboratoire IPRAUS.

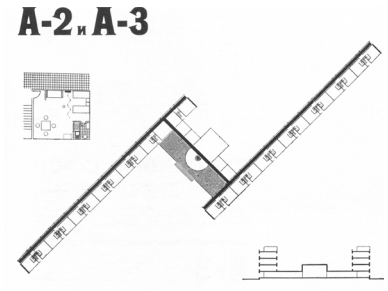


Schéma de transformation de cellules de logements ordinaires (de type A-2 et A-3) en un bâtiment communautaire, via l'introduction, sur un étage, d'une liaison avec un centre communautaire. Source : SA, 1929, n° 1, p. 7

Alors que le deuxième congrès des CIAM se tint à Frankfort-sur-Main et qu'un certain nombre de ses acteurs rejoignaient l'URSS ou s'apprêtaient à le faire, un vif débat portant sur la ville socialiste opposa les économistes, sociologues, urbanistes et architectes soviétiques. Prônant l'émergence de nouvelles formes d'habiter et une répartition territoriale égalitaire des fonctions urbaines, ce débat fut de courte durée. Le changement de directives dès 1930, non seulement y mit une fin, mais aussi freina les intenses recherches menées sur ces sujets depuis le milieu des années 1920, notamment traduites par l'émergence des *doma-kommouny* (maisons-communes). Les nombreuses variantes de ces projets furent développées sous la direction de Moisseï Guinzbourg au sein du Stroïkom et publiées dans la revue SA (Architecture contemporaine). Jusqu'aux années 1960, la question de l'habitat économique fut évacuée au profit du retour de l'appartement individuel et mono-familial aux surfaces généreuses. Ce modèle d'appartement fit son apparition alors qu'une violente crise de logement sévissait dans les grandes villes faisant porter à 5 m² la surface moyenne de logement par habitant à Moscou. Mais le dessin n'est pas réalité et ces appartements, tout comme l'ensemble du parc, furent en grande partie divisés en habitat communautaire, le large couloir facilitant ces transformations. Alors que la fameuse cellule F, appartement en duplex de 27 m², élaborée par l'équipe de Guinzbourg et appliquée dans l'immeuble qu'il réalisa entre 1928-32 avec Ignatiï Milinis pour les employés de Narkomfin, offrait à la fois la possibilité de bénéficier des services communs et celle de vivre en autonomie du collectif avec ses cuisine et salle de bain individuels, les *kommounalki*, telles que vécues par 90 % de la population urbaine jusqu'à la fin du régime soviétique, n'offraient en partage que le couloir, la salle de bain et la cuisine.
En revisitant ces modèles pensés et réalités vécues et en les confrontant aux projets contemporains d'habitat partagé (tels ceux réalisés par les architectes Suisses Kraftwerk), Elisabeth Essaïan interrogea la nature et l'évolution des espaces destinés à l'usage commun, ainsi que du minimum habitable.

DÉPASSER LES NORMES, POUR QUELLE(S) QUALITÉ(S) D'HABITER ? LES ENSEIGNEMENTS DE L'OPÉRATION NATIVE ORIGIN À BORDEAUX

Amélie Flamand
Sociologue, maîtresse de conférences ENSA Clermont-Ferrand - GRF Ressources
Rémi Laporte
Architecte, maître de conférences ENSA Clermont-Ferrand - GRF Ressources

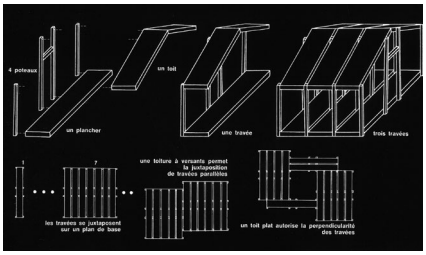
Crédits : Rémi Laporte ©

Pour leur communication, les deux chercheurs partirent de l'hypothèse que si le travail de normalisation entrepris par les architectes du CIAM 2 avait pour objectif de permettre au plus grand nombre l'accès à un cadre de vie doté de l'essentiel du confort matériel, la situation actuelle de la production architecturale française montre, inversement, le souhait d'un nombre croissant de concepteurs de s'affranchir d'un cadre normatif perçu comme restrictif et inadéquat. Témoin de cette remise en question des normes, le « permis d'expérimenter » récemment institué par les pouvoirs publics français vise à étendre significativement les possibilités de dérogation aux dispositions réglementaires encadrant l'acte de construction, et à développer les pratiques d'expérimentation amorcées ponctuellement durant les décennies précédentes, notamment dans le domaine de l'habitat. Cette évolution incite toutefois à interroger les projets déjà réalisés de cette manière, et à rapporter les qualités d'habiter visées à celles susceptibles d'être obtenues via un dépassement des normes techniques ou sociales.
Dans cette perspective, Flamand et Laporte analysèrent les effets de l'expérimentation dérogatoire proposée dans l'opération de 196 logements Nativ Origin livrée en 2015 à Bordeaux par l'Agence Nicolas Michelin et Associés pour le promoteur Nexity, en s'appuyant sur la recherche menée de 2016 à 2018 dans le cadre du programme du Plan Urbanisme Construction Architecture sous le titre « Evaluation des immeubles d'habitation à cour couverte ». Construit sur un îlot démonstrateur du projet de reconversion du quartier des Bassins à flot conçu par les mêmes architectes, cet ensemble dispose les appartements autour d'un vaste atrium bioclimatique destiné à améliorer le confort thermique du bâtiment et à fournir aux habitants un espace commun appropriable. Selon les chercheurs, le dépassement des normes lié à l'expérimentation architecturale de cette opération conduisit, d'une part, à une mise en œuvre complexe du projet liée aux logiques actuelles du cadre de production de l'architecture et de la ville, mais aussi à un déficit de capitalisation des savoirs sur l'expérimentation. D'autre part, le processus dérogatoire aboutit à des effets imprévus, qui s'avèrent tant positifs que limitatifs pour la qualité d'habiter, et découlent des réalités des rapports sociaux au sein d'une copropriété et de la diversité des situations spatiales produite par le parti-pris du projet.

LA VIE EN KIT

Élodie Degavre
Assistante chargée de recherche et d'enseignement - LOCI, UCLouvain

De l'époque de l'*Existenzminimum* jusqu'à aujourd'hui, le logement industrialisé a incarné pour de nombreux architectes une solution d'avenir. Le tournant post-moderne se pose comme un épisode particulier de cette quête, cherchant à fusionner deux termes opposés : logement de masse et expérience individuelle de l'habitat. Il propose un idéal hybride : la personnalisation de masse, une contradiction dans les termes qui ouvre la voie à une architecture en kit, constituée de composants industrialisés, assemblés selon des combinatoires soumises au choix de l'usager. Une personnalisation qui s'opère en réalité au départ de la dépersonnalisation d'une architecture devenant « système ». Ce fragile équilibre aboutit néanmoins à des architectures réversibles, évolutives et flexibles. L'approfondissement sur des cas belges (1970-1980) peu connus propose un nouvel éclairage sur la personnalisation de masse et l'occasion de réinterroger sa définition, ses produits, ses résultats et sa pertinence par rapport aux enjeux domestiques actuels : la frugalité et la résilience. Au centre d'une recherche scientifique imbriquée dans une démarche cinématographique, lieux habités, protagonistes et archives nourrissent une enquête de terrain par le film. Trois cas furent mis en confrontation par Élodie Degavre. Pensés au même moment, réagissant de près à leur territoire, à trois échelles différentes – la maison, le quartier et le morceau de ville –, ils furent présentés comme interprétation locale de principes architecturaux globalisants, pour comprendre les formes mises en œuvre, d'en documenter la réception par leurs usagers et d'évaluer l'opérationnalité des outils utilisés, afin d'y déceler des leviers d'appropriation et des formes architecturales à venir. L'observation de ces expériences pourrait selon la chercheuse redéfinir le rôle de l'architecte : les limites traditionnelles d'expertise entre habitants et concepteurs se déplacent et ouvrent la voie vers une architecture socialement durable — lien qualitatif entre habitant et habitat.

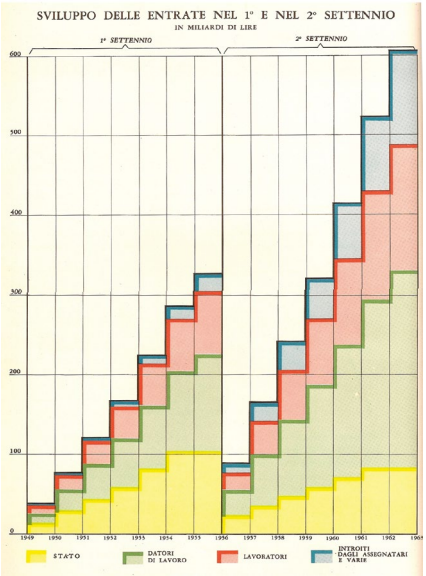


Extrait du catalogue des maisons Patze-Englebert, fin des années 1970.
Crédits : archives de l'entreprise Patze

POLITIQUE, PROGRAMME ET PROJET SUR LE LOGEMENT SOCIAL DE L'ÉTAT PROVIDENCE : ANALYSE COMPARATIVE DES MODÈLES MÉDITERRANÉENS DE L'APRÈS-GUERRE TRADUITS PAR *EXISTENZMINIMUM*

Sila Karatas Basoglu
Doctorante et assistante doctorale EPFL, IA, LCC

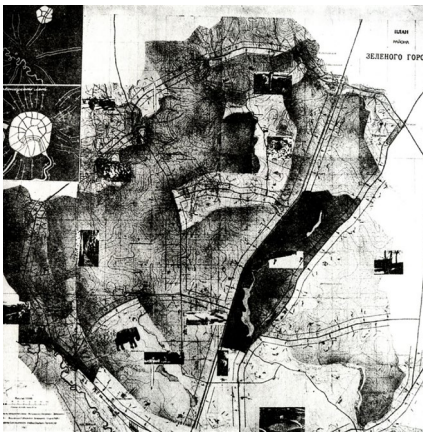
Environ 20 ans après la CIAM 2, le sujet du logement minimum pour la classe ouvrière a été mis en pratique à grande échelle pour la construction de l'État providence et de la démocratie sociale. Cela a eu lieu dans tous les pays ayant participé au Plan Marshall et aux phénomènes de développement transnational et local d'après-guerre. L'État-providence adopta l'*existenzminimum* dans les périphéries des villes modernes dans le cadre des programmes de reconstruction menés en réponse à la pénurie de logements dans une Europe dévastée par la guerre. Ces programmes s'inscrivaient dans la stratégie de planification régionale de développement, ayant pour but d'industrialiser et repeupler les territoires ruraux. Ils présentaient des similitudes en termes de politiques et de gouvernance, de modèles financiers et organisationnels, de systèmes de location et de propriété, de stratégies de planification et d'utilisation des terres, de formes de population et de densité, de morphologies de peuplement et de typologies architecturales, ainsi que de rôles de décideur, de planificateur, d'architecte et de gestionnaire de communauté dans le développement de l'habitat d'après-guerre. Tout en adoptant des méthodes de planification, de conception et de construction tayloristes et fordiennes visant à maximiser l'efficacité économique et spatiale et à revitaliser l'économie de la construction par la préfabrication de logements ainsi que par la promotion du développement urbain périphérique, ils redéfinirent le logement économique et hygiénique. Cependant, se tenant à l'urbanisation rationnelle dans les périphéries vertes et s'inscrivant dans les schémas préindustriels de la vie communautaire, le bien-être individualisé des classes moyennes a supplanté le bien-être collectivisé de la vie domestique industrielle des classes ouvrières. Ainsi, le logement social d'après-guerre représente une pratique publique disparue depuis longtemps en matière de logement participatif et durable, et s'oppose à la privatisation et à la gentrification par les pratiques urbaines néolibérales. Sur ce diagnostic global, la chercheuse compara les programmes de logement social mis en place par les États sociaux de France, d'Italie, de Grèce et de Turquie, alors que les pays méditerranéens participaient au Plan Marshall et réalisaient des logements à grande échelle dans des régions urbaines planifiées. Elle suggéra une représentation interdisciplinaire de leurs schémas de production de logements en termes de politique, de programme et de projet visant à retracer leur traduction du récit l'*existenzminimum* dans les domaines urbain, architectural et social ; surtout lorsque des initiatives *bottom-up* remettent en avant les programmes sociaux face à la crise actuelle du logement.



Répartition du financement des logements Ina-Casa pour les travailleurs en Italie, 1963.
Source : Stephanie Zeier Pilat, Reconstructing. Italy : The Ina-Casa Neighborhoods of the Postwar Era (Farnham : Ashgate, 2014)

LE MINIMUM STRUCTUREL : TOUT LE MONDE A UNE VUE

Qinyi Zhang
Architecte-urbaniste, chercheur post-doctoral - Habitat Research Center, EPFL



The Green City, Moscow, 1930
Source : Ginzburg, M. Bard M. (1930)
Зереный горов. Современная архитектура 1930, 1-2, pp. 20-36

Garantir à tous une qualité et une accessibilité minimales aux ressources est un principe qui peut avoir ses limites. Premièrement, la planification urbaine et la planification, basées sur la part minimale de ressources par habitant entraînent souvent une perte de contrôle sur ces *minima*. Deuxièmement, on reproche souvent aux minima d'être inutiles ou même de compromettre le progrès social constant de ces dernières décennies. Troisièmement, cela implique souvent qu'un espace libre d'être exploité hors de ce minimum ne gêne pas l'écart structurel grandissant entre ce dernier et le maximum. Cette communication introduit un type de « minimum » précis, qui pourrait sembler innocent, mais qui nécessita une transformation structurelle au lieu de solutions techniques et architectoniques. La relation entre le « minimum » quotidien et les structures territoriales globales renverra aux travaux de Corboz, Branzi, Gregotti, Secchi, Viganò et autres. Cette communication se focalise sur une qualité très simple, la vue (*the view*), un minimum structurel étudié à travers quatre cas : la réflexion de Corbusier sur le « minimum » au CIAM 2, le travail des désurbanistes soviétiques dans les années 1930, certains projets urbains contemporains et la recherche sur la Métropole Horizontale.
Si « tout le monde a une vue » est perçu comme une quantité de lumière et d'air pour Le Corbusier, il est considéré comme une qualité de vie minimale et un élément fondamental de la fonctionnalité (par exemple, de l'éducation) de la ville par les désurbanistes. De plus, il est un mode d'approche à la justice spatiale dans les projets urbains contemporains. Enfin, « tout le monde a une vue » offre une lecture des *desakota* (définies par McGee comme des régions d'une mixité intense d'activités agricoles et non-agricoles) à Hangzhou, en Chine, dans le cadre des recherches sur la Métropole Horizontale.

NOUVELLES NORMES

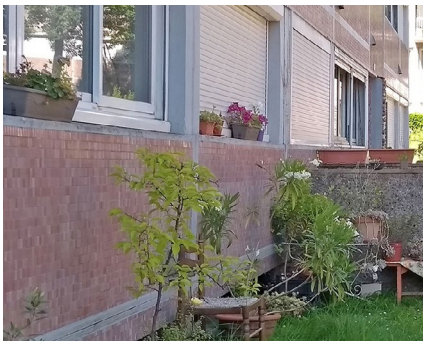
Tommaso PIETROPOLI, Lab-U, EPFL

TROISIÈME SESSION

Modération

DE LA NORME COMME GARANTIE IMPOSÉE AUX APPROPRIATIONS COMME INITIATIVES RAISONNÉES

Audrey Courbebaisse
Architecte D.E., docteure en architecture, chercheuse au Laboratoire de recherche en architecture, maîtresse de conférences associée à l'ENSA Toulouse



Appropriations habitantesm cité Ancely, Toulouse
Crédits : Audrey Courbebaisse, 2018

L'héritage de Francfort s'est traduit par des « ratios » (E. May) qui ont permis de garantir, dans la production moderne du logement, des conditions d'habitabilité à un nombre massif de logements urbains. Cependant, les normes qui en ont résulté sont plus tard devenues un possible carcan, dans un monde gagné par les promesses de la société de consommation et l'émergence de l'individualisme. Dans la seconde moitié du XXe siècle, la taille des logements a tendu à se réduire en même temps que l'évolution des modes de vie faisait naître de nouvelles attentes qui s'expriment dans des formes d'appropriations diverses. Partant de nos travaux sur le logement social et la maison individuelle, conduits dans différentes métropoles françaises, portugaises, et marocaines, qui confrontent (à partir de relevés habités et d'entretiens) les pratiques, les représentations et les aspirations des habitants aux lieux architecturaux et urbains dans lesquelles elles évoluent, nous présenterons les dépassements de la norme que constitue l'appropriation du logement standard octroyé. Cette appropriation s'exprime premièrement à travers des modifications, mineures ou majeures, parfois « hors normes », voire illégales en regard des normes autorisées, et deuxièmement par l'introduction, souvent subtile, d'équipements ou de mobiliers, ajoutant - preuve de la capacité d'initiative de l'habitant - des qualités complémentaires à l'espace initial, qu'il soit contraint ou choisi. A partir du croisement de ces contextes, nous tenterons de repérer les différentes formes et modalités de détournement de la norme tout en identifiant en quoi ces inflexions viennent déjà nourrir un projet d'habitat durable, que ce soit dans la reconduite de dispositifs spatiaux propices à l'évolution des familles, dans les interventions individuelles agissant pour une amélioration du confort à la place de la réhabilitation lourde promue, ou de la prise de conscience des habitants vers des modes d'habiter plus économes. L'architecture du logement du XXe siècle est susceptible d'offrir, moyennant les adaptations adéquates, un avenir dans ce sens.

RÉGIMES FONCIERS ET CONDITIONS D'HABITABILITÉ. LE CAS DE L'ODERBRUCH

Élise Simon
Architecte D.E., doctorante, Lab. MHAevt, ENSA Grenoble Alpes

Interroger les conditions d'*Existenzminimum* et d'*Existenzoptimum* invite à réfléchir aux relations que nous entretenons avec le sol, la ville contemporaine étant « en priorité un projet foncier capable de construire un horizon de sens pour une ville inévitablement dispersée, fragmentaire et hétérogène » (Secchi, 2006). La première journée d'étude Bernardo Secchi plaçait le sol au coeur des interrogations. Il semble aujourd'hui pertinent de prolonger cette réflexion en questionnant les conditions d'habitabilité d'une région selon les transformations de son système foncier. Région postsocialiste, l'Oderbruch (Brandebourg, Allemagne) a connu et connaît des transformations radicales en matière d'économie, de type d'habitat et de statut des sols. Au sortir de la seconde Guerre-Mondiale, l'expropriation des grands propriétaires vise la mise à disposition de chaque foyer une parcelle à cultiver, un « minima foncier ». Dès 1952, sous le régime de la République Démocratique Allemande, la collectivisation de l'usage des sols et l'industrialisation de l'agriculture remettront en cause ce minima. Toutefois, les types de Siedlungen conçus et érigés dans le même temps à la demande des coopératives de production socialistes offriront la possibilité à leurs employés de rendre « productive » la parcelle d'habitation ; ce qui permettra, à l'échelle domestique, d'assurer des moyens de subsistance complémentaires. S'appuyant sur l'histoire de ce territoire, le propos s'articule autour d'un double enjeu. Premièrement, celui d'analyser les relations entre conditions foncières et conditions d'habiter à partir d'une lecture historique, holistique et systémique du territoire : une « écologie foncière » des interactions entre types de propriété foncière, d'usage des sols et d'habitat. Issue des champs de l'histoire environnementale et de l'écologie humaine, cette démarche recourt à une grille de lecture multidimensionnelle pour cartographier ces interactions : dans la dia- et la synchronie, en plan et en coupe, de la parcelle à la biosphère. Deuxièmement, replacer au coeur du débat sur les conditions d'Existenzminimum et -*optimum* la pensée, par les architectes, des rapports entre propriété foncière et paysage habité, depuis les textes fondateurs des CIAM jusqu'aux théories actuelles. Cette communication vise ainsi à souligner l'enjeu politique que représente l'équité foncière, en tension entre les intérêts individuels et collectifs, dans la quête d'une meilleure habitabilité de l'urbain.

"Jetzt zupacken! Junkerland gehört in Bauernhand". Affiche publiée par le Comité Central (ZK) du Parti Communiste Allemand (KPD), ca. 1945
Crédits : Creative Commons (CC-BY-SA 3.0)

PROJETER PAR SOUSTRACTION : LES ESPACES PUBLICS S'ÉPURENT

Nicole Surchat
Architecte EPFL, FSU, PHD

Dès le début du XXe siècle, Adolf Loos affirme que les réalités et conditions de production de l'époque ne sont plus propices à l'abondance, mais plutôt à un retour vers une efficacité et une rationalité de la construction. Dans les projets d'aménagement des espaces publics de ce début de XXIe siècle la tendance revient à l'épure et à l'économie de moyens.

Contre la surabondance d'informations, la surconsommation et la tyrannie de la vitesse, le lieu réaménagé propose un espace de rencontre, de cohabitation, pour vivre ensemble dans un rythme posé comme une réaction au contexte de notre époque. L'essentiel réside alors dans ce qui n'est pas dit, l'espace pour rester, pour marcher, pour s'asseoir, pour regarder et être vu, pour s'adosser, pour respirer, écouter le chant des oiseaux : une belle gageure que d'apporter ce type de parti contemporain sur les fonts baptismaux de la réalisation !

Je propose d'illustrer cette frugalité des espaces publics par plusieurs exemples : Fribourg, la requalification du Bourg par Fusaro&Montagnini - Venise, la place Simon-Goulard à Genève par ADR, Opfigerpark à Zurich, de Gabriele Kiefer (Berlin), etc.

Là où l'on montre peu, un grand travail de préparation et de sélection se cache. Un projet d'aménagement qui ne résulte pas d'un travail d'addition, mais bien de soustraction place la conception dans un rapport à l'histoire, crée un lien avec l'identité du lieu au sens de Norberg-Schulz (*genius loci*). Nous démontrerons que la réalisation de ces espaces publics constituent l'expression de la forme symbolique de la ville selon R. Mariani : l'espace urbain de différentes périodes culturelles est, dans chaque cas, l'expression physique des croyances religieuses et philosophiques régnantes.

Place Simon Goulart, Genève
Atelier Descombes - Rampini SA
Crédits : © photo Alain Grandchamp, ville de Genève

FAIRE ÉVOLUER L'OUTIL RÉGLEMENTAIRE FACE À L'AMBITION D'ORIENTER LE DÉVELOPPEMENT DE L'URBANISATION VERS L'INTÉRIEUR

Camille Leviel
Architecte-urbaniste, Urbaplan

Caractériser les différents tissus bâtis
Source: Révision du PGA de Morges, 2016

La prise de conscience de la rareté des ressources et de la fragilité des écosystèmes appelle de nouvelles manières de planifier les territoires, notamment en vue d'une utilisation mesurée et coordonnée du sol. La Suisse, à travers la dernière révision de la LAT, affiche l'ambition « d'orienter le développement de l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti, en maintenant une qualité de l'habitat appropriée ».

Cette injonction à la densification soulève des défis et questionnements sociaux, culturels, environnementaux, opérationnels, esthétiques, sensibles, etc. Dans sa pratique quotidienne, le bureau Urbaplan s'attache à questionner les outils d'aménagement du territoire et d'urbanisme afin de répondre à l'évolution des politiques publiques et aux enjeux socio-environnementaux. Indissociables, les planifications stratégiques et réglementaires permettent de cadrer respectivement les actions publiques et privées sur le territoire.

L'essentiel du développement bâti étant porté par des acteurs privés, quel est le juste cadre réglementaire pour que leurs projets contribuent à la qualité urbaine tout en répondant à l'objectif de densification ? Nous postulons que c'est sur la base d'une définition collective et contextualisée des caractères des quartiers que des outils réglementaires qualitatifs peuvent être développés. Alors que l'objectif de densification augmente le risque d'une focalisation quantitative de la planification et d'un rejet citoyen, ancrer les outils de l'aménagement du territoire dans l'expérience quotidienne et sensible des habitants est fondamental. À ce titre, l'organisation de démarches participatives est un dispositif central de projet permettant de faire émerger une lecture partagée des qualités appréciées dans chaque quartier.

Sur cette base commune, la définition du cadre réglementaire vise le maintien, le renforcement ou l'évolution des éléments composant les caractères des quartiers. La densification s'inscrit donc dans un canevas d'objectifs qualitatifs : composition et rythme bâti, programmation, relation à l'espace public, aménagement des espaces privés extérieurs, etc.

Simple, intelligible et incitative, la règle doit trouver le juste équilibre entre la volonté de cadrer l'action privée et l'importance de laisser la place à la créativité des concepteurs, à l'initiative des usagers, ainsi qu'aux incertitudes des modes de vie de demain.

TABLE RONDE

Panos MANTZIARAS, FBA - Modération

Christine LUTRINGER, Graduate Institute Geneva

Luca ORTELLI, EPFL

Robert SADLEIR, économiste, Westminster University

Paola VIGANÒ, EPFL

3. Au delà de la norme
24

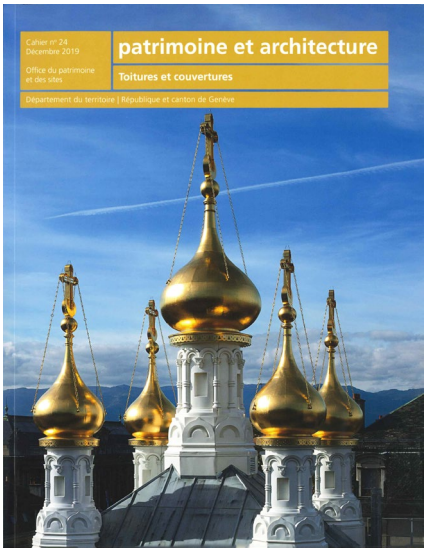
PUBLICATIONS

RACINES MODERNES DE LA VILLE CONTEMPORAINE
Sous la direction de
Paola VIGANÒ
et Panos MANTZIARAS
Métis Presses, Genève, 2019

À presque un siècle de la Déclaration de La Sarraz, acte fondateur des Congrès internationaux d'architecture moderne et, par extension, de l'urbanisme moderne, des questions nouvelles se posent pour le futur d'une planète majoritairement urbaine. Largement connue et en partie justifiée, la critique à l'égard des principes des CIAM, des projets et des résultats concrets en découlant n'a jamais suffisamment tenu compte de leur décalage avec les défis environnementaux et sociaux de la ville contemporaine. Conçu pour atteindre des objectifs d'émancipation sociale, le cadre urbain des derniers cent ans se doit d'être évalué quant à sa résilience face aux crises écologiques qui s'annoncent. En somme, quid de la ville moderne en tant que relais entre la première modernité et le projet de transition écologique ?
Cet ouvrage aborde cette problématique aussi bien sous un angle théorique et critique, qu'à travers l'étude de l'évolution de la ville moderne dans son épicentre géographique européen et en dehors de celui-ci. Des thèmes de recherche originaux sont ainsi esquissés entre visions globales et cas d'étude, diagnostics et prospectives, en reconstituant les trajectoires d'éminentes personnalités et des collectifs dynamiques. Il s'en dégage une aporie disciplinaire saisissante, celle de la trajectoire prise par la ville du 20e siècle, sans doute prometteuse pour les individus, mais fort ambiguë pour les communautés et certainement trop exigeante pour la biosphère.

Textes d'Éric Alonzo, Enrico Chapel, Florian Faurisson, Andrei Feraru, Filippo Fiandanese, Kent Fitzsimons, Malaury Forget, Fanny Gerbeaud, Maarten Gheysen, Silvia Lanteri, Géry Leloutre, Thierry Madoul, Panos Mantziaras, Eric Mumford, David Peleman, Alessandro Porotto, Matthew Skjonsberg, Marcel Smets et Paola Viganò.

PATRIMOINE ET ARCHITECTURE – TOITURES ET COUVERTURES
Cahier 24, décembre 2019
Office du patrimoine et des site, République et Canton de Genève



L'exposition « Tous le même toit », qui s'est tenue du 20 mars au 31 octobre 2019 sous les auspices de l'Association des Berges de Vessy, a donné l'occasion à l'office du patrimoine et des sites et à la Fondation Braillard Architectes d'unir leurs forces pour réaliser ce numéro spécial de la collection Patrimoine et Architecture, consacré aux toitures et aux couvertures. La diversité de leurs centres d'intérêt a permis d'interroger une quinzaine de spécialistes et de dégager trois thématiques: l'histoire des toitures et des couvertures, leur restauration et la vision contemporaine de la cinquième façade. La multiplicité de ces regards offre un cahier éclectique et un contenu extrêmement dense et riche.

Avec la participation de: Antonio Hodgers, Robert Cramer, Anne de Weck, Isabelle Brunier, Isabelle Roland, David Ripoll, Bénédict Frommel, Jürg Goll, Pierre Tourvieille de Labrouhe, François Moser*, Michèle Grote, Dominique Cerutti*, Jean-Michel Meyroux et Yoann Craffe*, Marcellin Barthassat, Jean-Pierre Decorzent, Fransesco Della Casa, Diane Henny et Panos Mantziaras.
*Propos recueillis par Paul Marti.

Patrimoine et architecture est une publication de l'office du patrimoine et des sites (État de Genève, département du territoire), inaugurée en 1996, qui s'adresse aux professionnels et aux amateurs du patrimoine architectural. Les numéros sont consacrés aux actes de colloques, présentent des monuments ou des sites emblématiques, ou s'attachent à développer des thématiques. Les vingt-quatre cahiers et les cinq ouvrages hors-série parus à ce jour portent aussi bien sur les ensembles urbains, les lieux de culte, les moulins à eau, les jardins historiques, que la philanthropie, la politique patrimoniale, les problématiques de la conservation et les métiers de la restauration. En outre, une « série archéologie », consacrée spécifiquement aux actualités de ce domaine, a été lancée en 2013.

5e Journée Bernardo Secchi, Rolex Center EPFL, 24 septembre 2019, Jean-Jacques Kissling.

Bilan et Perspectives

Durant l'année 2019 la Fondation Braillard Architectes a augmenté sa cadence d'actions en poursuivant la Consultation internationale pour le Grand Genève 2050, avec le soutien effectif d'un grand nombre de partenaires publics et privés en suivant les travaux des sept équipes pluridisciplinaires sélectionnées en 2018.

En tout, organisées par une équipe de cinq personnes – tout statut confondu – les actions de la Fondation ont plusieurs milliers de participants et spectacteurs.

Les locaux de la Fondation continuent à servir comme cœur de rencontres et d'échanges, en leur importance pour la recherche et au dialogue sur l'architecture, l'urbanisme et le paysage. Hormis ceux-ci, la Fondation a eu l'occasion d'investir plusieurs lieux du territoire suisse et français, grâce à des partenariats institutionnels, scientifiques et associatifs :

- Salle communale de Collonges-sous-Salève, France (séminaire de coordination Grand Genève)
- Berges de Vessy (Exposition Tous sous le même Toit)
- L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Série annuelle de conférences Dessiner la Transition)
- Rolex Center, EPFL (Journée d'étude Bernardo Secchi 2019)

Grâce aux projets scientifiques de pointe et les actions culturelles en ouvrant des volets expérimentaux et culturels, la Fondation Braillard Architectes poursuivra son engagement en faveur d'un environnement bâti de qualité à l'ère de l'Anthropocène.

Le directeur
Panos MANTZIARAS

MACKINTOSH

La Fondation

LE CONSEIL DE FONDATION

Elena COGATO LANZA - Présidente

Robert CRAMER

Pierre BONNET

Ariane BRAILLARD

Etienne D'ARENBERG

Isabelle DUCIMETIÈRE

L'ÉQUIPE DE LA FONDATION

Sous la direction de Panos MANTZIARAS, ont poursuivi leur collaboration avec la Fondation :

- Hélène GALLEZOT, chargée de mission.
- Paul MARTI, historien de l'art, chargé de mission.
- Mélodie-Morgane SIMON, chargée de communication
- Kim RAMSEIER, secrétaire-comptable

A été recrutée :

- Diane HENNY, chargée de mission

A terminé sa collaboration :

- Anne-Laure LEPAGE

La Fondation poursuit sa politique d'offre de stages orientée aussi bien vers les métiers de l'architecture, de la ville et du patrimoine que ceux de gestion et développement des organisations philanthropiques. Par ailleurs, la Fondation poursuit activement sa politique de partenariats en recherche et développement.

CONTACTS & RÉSEAUX SOCIAUX

Fondation Braillard Architectes
16 rue de Saint-Léger
1205 Genève
T : 022 311 17 17
www.braillard.ch

La Fondation est active sur les réseaux suivants :

Facebook : @FondationBraillardArchitectes
Twitter : @braillard_ch
LinkedIn : Fondation Braillard Architectes

PARTENAIRES

Consultation sur le Grand Genève

Dessiner la Transition

Exposition, Journée Bernardo Secchi, Consultation sur le Grand Genève

Fondation Braillard Architectes ©
Graphisme : Mélodie SIMON
Élaboré en juin 2020.